

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES DE GESTION

Département des Sciences Économiques

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de master

Option : Économie Monétaire et Bancaire

Intitulé du Mémoire

« Analyse de l'impact des politiques de financement public sur
la croissance des PME en Algérie »

Réalisé par :

Mr. Keita Mahamadou Seydou

Mr. Kennouche Takfarinas

Date de soutenance : le 12/06/2024

JURY :

Président : Belkhiri Aimad Edine

Examineur : Idiri Yanis

Rapporteur : LALALI Rachid

Dirigé par :

Dr. LALALI Rachid

Année universitaire

2023-2024

REMERCIEMENT

Tout d'abord, nous remercions Dieu le tout puissant qui nous a donné le courage et la détermination pour mener ce modeste travail.

Nous remercions sincèrement **Mr LALALI Rachid**, pour sa guidance, ses conseils avisés et son soutien constant tout au long de cette étude. Ses remarques pertinentes et ses encouragements ont été d'une aide précieuse pour mener à bien ce travail.

Je souhaite également adresser mes remerciements aux membres du corps professoral de l'Université de Béjaïa, dont les enseignements et les discussions enrichissantes ont largement contribué à l'approfondissement de nos connaissances et de nos compétences.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire

À tous, je vous adresse mes plus sincères remerciements

DÉDICACES

Je dédie ce modeste travail

À mes très chers parents pour tous les sacrifices qu'ils ont consentis pour me permettre de suivre mes études dans les meilleures conditions possibles et n'avoir jamais cessé de m'encourager tout au long de mes années d'étude.

À mes frères et grand parent et ceux qui ont partagé avec moi tous les moments d'émotion lors de la réalisation de ce travail. Ils m'ont chaleureusement supporté et encouragé tout au long de mon parcours.

À mon associé de vie qui ma accompagner durant mon dur destin d'étude
« Mlle **Fatoumata Boundiou Kanoute** »

À ma famille, mes proches et ceux qui me donnent l'amour et de la vivacité.

À tous mes amis qui m'ont toujours encouragé, et à qui je souhaite plus de succès.

À mon binôme Mr. takfarinas kenouche.

A tous ce que j'aime.

KEITA

DÉDICACES

Je dédie ce modeste travail

À mes parents, qui ont contribué à ce que j'atteigne ce niveau, en particulier à ma défunte mère, car ce travail était sa volonté pour moi.

À mon père, qui a été un soutien constant dans mon parcours académique.

À mon frère et à ma sœur qui m'ont beaucoup encouragé à travailler dur.

Ainsi que ma deuxième famille malienne, qui m'a offert une merveilleuse atmosphère de motivation.

À tous mes amis qui m'ont toujours encouragé, et à qui je souhaite plus de succès.

À mon binôme

Mr. Keita mahamadou Seydou

Takfarinas

ME : Moyenne Entreprise

MEDA : Mesure d'Ajustement

PE : Petite Entreprise

PIB : Production Intérieure Brut

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PMI : Petite et Moyenne Industrie

PNB : production nationale brut

SARL : Société À Responsabilité Limitée

SNC : Société au Nom Collectif

SPA : Société Par Action

TAP : Taxe Apprentissage Professionnelle

TFPA : Taxe sur la Formation Professionnelle et Apprentissage

TPE : Très Petite Entreprise

TPI : Très Petite Industrie

SOMMAIRE

Introduction générale	04
Chapitre I : cadre conceptuel de la PME	
Introduction.....	04
Section 1 : Cadre théorique de la PME.....	05
Section 2 : Les atouts et les besoins de la PME.....	14
Section 3 : les sources de financement de la PME.....	17
Conclusion.....	18
Chapitre 2 : l'appui financier gouvernemental aux PME en Algérie	
Introduction.....	21
Section1 : généralités sur la politique de financement public	22
Section 2 : Acteurs et intermédiaires de la politique de financement gouvernementale..	24
Section 3 : Les instruments de la politique de financement gouvernementale	30
Section 4 : l'évolution et la contribution des PME sur l'économie algérienne.....	39
Conclusion.....	44
Chapitre 3 : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"	
Introduction	45
Section 01 : Méthodologie de la recherche	46
Section 02 : résultat de l'enquête et analyse	50
Conclusion	68
Conclusion générale	69

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent l'épine dorsale de nombreuses économies à travers le monde, jouant un rôle essentiel dans la création d'emplois, la stimulation de l'innovation et la promotion de la croissance économique. Cependant, malgré leur importance, les PME sont souvent confrontées à des défis majeurs, en particulier en ce qui concerne l'accès au financement. Dans de nombreux cas, les politiques de financement gouvernementales sont mises en place pour soutenir ces entreprises et favoriser leur expansion.

Au fil des décennies, les gouvernements du monde entier ont adopté une variété de politiques visant à faciliter l'accès au financement pour les PME. Ces politiques comprennent des mesures telles que les garanties de prêts, les subventions, et les incitations fiscales. L'objectif principal de ces initiatives est de réduire les contraintes financières auxquelles sont confrontées les PME et de leur fournir les ressources nécessaires pour croître et prospérer.

Cependant, malgré ces efforts, de nombreux défis persistent. Les PME peuvent toujours rencontrer des difficultés à accéder au financement en raison de leur taille, de leur manque d'historique de crédit, ou de la nature risquée de leurs activités. De plus, l'efficacité des politiques de financement gouvernementales peut varier en fonction du contexte économique, des politiques spécifiques mises en œuvre et de la manière dont elles sont exécutées.

Le présent mémoire se propose d'explorer en profondeur l'impact des politiques de financement gouvernementales sur la croissance des PME en Algérie. Cette analyse revêt une importance capitale dans un contexte où la vitalité économique dépend en grande partie de la capacité des PME à prospérer et à innover.

En effet, les politiques de financement gouvernementales peuvent jouer un rôle crucial en fournissant des ressources financières, en réduisant les risques perçus par les prêteurs et en encourageant l'investissement dans ces entreprises à fort potentiel.

Ainsi, ce mémoire vise à examiner les différentes dimensions de l'interaction entre les politiques de financement gouvernementales et la croissance des PME Algériennes. Nous explorerons les mécanismes par lesquels ces politiques opèrent, en mettant en lumière leurs effets sur l'accès au financement, l'innovation, la compétitivité et la pérennité des PME.

Introduction générale

La problématique sous-jacente à cette analyse réside dans la compréhension de la manière dont ces politiques gouvernementales influencent la croissance des PME.

- Qu'est-ce que la petite et moyenne entreprise et quels sont les facteurs qui lui expliquent ?
- Quels sont les sources de financement de la PME ?
- Quels sont les facteurs clés qui déterminent l'efficacité de ces politiques ?
- Comment peuvent-elles être adaptées pour répondre aux besoins spécifiques des PME ?

Afin de répondre à la problématique précédente quatre hypothèses ont guidé notre recherche :

H1 : Les PME sont des entreprises de taille relativement petite en termes de nombre d'employés et de chiffre d'affaires. Elles jouent un rôle crucial dans l'économie en contribuant à la création d'emplois et à l'innovation. Les facteurs qui expliquent la présence de PME comprennent l'agilité organisationnelle, la capacité d'adaptation rapide aux changements et la flexibilité opérationnelle.

H2 : Les sources de financement pour les PME peuvent inclure le financement par fonds propres (apports des fondateurs), le financement par emprunt (prêts bancaires, obligations), le financement participatif, les subventions gouvernementales.

H3 : L'efficacité des politiques en faveur des PME dépend de plusieurs facteurs, notamment la clarté des objectifs de la politique, l'allocation adéquate des ressources, la coordination entre les différentes parties prenantes (gouvernement, institutions financières, organisations de soutien aux entreprises), la flexibilité pour s'adapter aux changements économiques et la mesure de l'impact des politiques mises en place.

H4 : Pour répondre aux besoins spécifiques des PME, les politiques peuvent être adaptées en simplifiant les procédures administratives, en offrant un accès simplifié au financement, en fournissant un soutien technique et en encourageant la collaboration entre les PME et les institutions de recherche. Une approche axée sur les PME dans la conception et la mise en œuvre des politiques est essentielle pour assurer leur efficacité et leur pertinence.

Introduction générale

Pour répondre aux questions et vérifier les hypothèses précédentes, nous avons élaboré un plan de travail qui repose sur une approche théorique basée sur une recherche bibliographique, ensuite, une approche empirique qui consiste à une enquête de terrain auprès d'un échantillon des PME, notre approche consiste en un questionnaire que nous avons administré aux dirigeants des petites et moyennes entreprises dans le but de déterminer les effets des appuis gouvernemental sur la croissance des PME.

Notre travail est reparti en trois grands chapitres. Le premier chapitre, intitulé « le cadre conceptuel de la PME », que nous avons consacré à l'analyse des fondements théorique de la PME, dans lequel nous avons défini la PME, présente ces caractéristiques, ainsi nous avons démontré les atouts et les besoins de la PME. Le second chapitre, intitulé « les appuis financiers gouvernemental destinés aux PME en Algérie » consacré aux instruments mis en place par l'Etat afin de soutenir les PME en Algérie. Dans le troisième chapitre, intitulé « Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie », sera consacré à une étude de terrain auprès des PME, dans le but de comprendre l'effet des appuis de l'Etat sur leur croissance.

Chapitre 01 : Cadre conceptuel de la PME

Chapitre I : cadre conceptuel de la PME

Introduction

Dans la conjoncture économique et sociale actuelle, il est établi que la PME constitue l'élément indispensable à l'intégration et à la diversification économique, tout comme elle peut constituer la principale source de richesses, d'emplois et moteur de progrès socio-économique.

Les mérites de ces entreprises ont émergé durant les crises économiques mondiale, car elle se réorientent avec une plus grande facilité et résistent mieux aux pressions externes en mobilisant efficacement leur ressources et compétences locales.

La plupart des études sur les PME Soulignent que leur compétitivité est largement liée aux avantages de créativité et de flexibilité cependant malgré leur créativité et flexibilité certaines PME peinent à s'adapter, conduisant à leur disparition rapide à court terme.

Afin de mieux connaître les PME, nous proposons d'aborder le cadre théorique des PME en abordant trois éléments essentiels qui seront développés dans trois sections complémentaires, à savoir :

Section 1 : Cadre théorique de la PME

Section 2 : Les atouts et les besoins de la PME

Section 3 : les sources de financement de la PME

Section 1 : Cadre théorique de la PME

1. Définitions de la PME

Les définitions de la PME peuvent se subdiviser en deux approches distinctes selon les critères de référence utilisés : d'une part, les définitions se basant sur des critères endogènes à l'entreprise telles que la dimension humaine, le chiffre d'affaires. Et d'autre part, celles utilisant des critères exogènes à l'entreprise comme le secteur d'activité et la forme juridique.

1-1 Définition selon les critères endogènes à l'entreprise

De cette approche de délimitation du concept PME à la base de critère endogènes à l'entreprise, naissent deux approches : une approche descriptive dite aussi approche quantitative et une approche qualitative. Toutes différentes dans la manière de traiter l'entreprise, les approches respectivement dénommées approche quantitative et approche qualitative ; sont parallèles aux analyses néoclassiques de la firme. En fait, certes elles sont distinctes mais pas très loin d'être complémentaires.

- **Les indicateurs quantitatifs**

Ces indicateurs se basent sur un ensemble de critères qui, dans leur ensemble mesurables et quantifiables à savoir :

- Le nombre d'effectifs employés ;
- Le chiffre d'affaires ;
- Le montant du capital social engagé.¹

- **Les indicateurs qualitatifs**

Ces indicateurs collent beaucoup avec la réalité économique. Ils essayent de mettre l'accent à un degré plus ou moins élevé sur les éléments distinctifs d'une PME, et usent des critères plus ou moins différenciés. Nous retiendrons dans ce contexte les plus importants à savoir :

- La dimension humaine et la qualité de la gestion de l'entreprise ;
- Les stratégies et les objectifs de la direction.
- Autres, tels que : le manque de position de force sur le marché, les difficultés d'obtenir des crédits, l'impossibilité de recourir aux marchés financiers et une intégration relativement forte à la collectivité locale à laquelle appartiennent les propriétaires et les directeurs, ainsi qu'une dépendance plus ou moins grande des sources d'approvisionnements du voisinage.²

¹ Pierre –André Julien, Les PME bilan et perspectives, édition Economica, Paris, France, 1997, p. 6

² Pierre –André Julien, Les PME bilan et perspectives, édition Economica, Paris, France, 1997, p.25.

1-2 Définition selon les critères exogènes à l'entreprise

Les critères dits exogènes à l'entreprise permettent, quant à eux, de caser les PME en catégories plus ou moins homogènes, qu'on peut citer comme suit :

- Le caractère juridique de l'entreprise ;
- Le type d'activité ;
- La qualité du secteur d'activité.³

- **Définition selon le cadre juridique**

Les formes revêtues par les entreprises classées suivant le cadre juridique sont diverses et variées. On distingue les entreprises privées, les entreprises publiques et les entreprises coopératives.

- **Les entreprises privées**

Ce type d'entreprises se caractérise juridiquement par la propriété du capital qui relève d'une famille, d'une personne ou d'une association de personnes⁴. Cette typologie permet la distinction suivante :

L'Entreprise Individuelle : sa constitution est facile, elle présente toutefois des risques importants dans la mesure où il n'y a pas de séparation entre les biens de l'entreprise et ceux du propriétaire.

La Société au Nom Collectif (S.N.C) : elle est composée d'un groupe d'associés ; tous responsables indéfiniment du passif social, c'est-à-dire, qu'ils sont tenus de régler les dettes de la société à ses créanciers sur leur propre patrimoine, indépendamment du montant de leurs apports.

La Société à Responsabilité Limitée (SARL) : les associés d'une SARL sont responsables à concurrence de leurs apports. L'incapacité, la faillite d'un associé n'entraîne pas la disparition de ce type d'entreprise. Les parts sociales ne sont pas négociables et ne sont cessibles que sous certaines conditions très strictes ; ce qui les rapproche des sociétés par intérêts. La société à responsabilité limitée comporte au minimum deux associés et au maximum cinquante.

La société par action (SPA) : c'est une entreprise organisée sous la forme d'une société commerciale ayant un capital dont la souscription par les associés a fait l'objet de l'émission

³ Zégouarène Samia.2023. Le concept juridique de la petite et la moyenne Entreprise (PME) en Algérie. Vol :60. P 272-292. Consulté le 12 novembre 2024.

⁴ Ali Berchiche.1999 « Typologie des sociétés commerciales avantages et inconvénients », Revue trimestrielle, édition CNCA, Algérie, pp.39-44.

de titre représentatifs du capital, les actions ou parts sociales remises aux souscripteurs ou associé des lors appelés actionnaires.

L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL) : est une variante particulière de la société à responsabilité limitée. Elle est constituée d'une seule personne (physique ou morale) ; et permet à l'entrepreneur individuel de ne pas engager la totalité de son patrimoine personnel.

En égard aux avantages que présentent les deux dernières formes d'entreprise en termes de souplesse de fonctionnement et des implicite dans la constitution et le transfert des parts sociales, elles semblent être le choix de prédilection pour la création des PME.⁵

- **Les entreprises publiques**

Les entreprises publiques sont des entreprises qui appartiennent en totalité ou en majorité (par le capital et le pouvoir de décision) à une collectivité publique (Etat, collectivité locale...). Ces entreprises opérant dans des activités productives marchandes, et dont le nombre tend aujourd'hui à se réduire avec la mise en œuvre de programmes de privatisation, ont des objectifs variés en fonction de leur situation.⁶ On distingue dans ce contexte :

Les régies : n'ayant pas de personnalité morale, elles sont gérées par des fonctionnaires.

Les établissements publics : ont une personnalité morale et un budget autonome. Dirigés par un conseil d'administration et un directeur général. Ces établissements peuvent être des hôpitaux, des universités, des écoles ..., et peuvent avoir un caractère d'établissement public industriel ou commercial.

Les sociétés nationales : apparues à la suite des nationalisations d'entreprises privées, s'apparentent à des sociétés anonymes avec un seul actionnaire, à savoir l'Etat ; dirigées par un conseil d'administration regroupant les représentants de l'état, des usagers et des consommateurs et un PDG nommé par l'état parmi les membres du conseil d'administration.

Les sociétés d'économie mixte : sont des sociétés anonymes regroupant des capitaux publics et privés.

⁵ Ibid.

⁶ Jean-Pierre Lorriaux, Economie d'entreprise, édition Duodi, Paris, France, 1991, le concept juridique de la petite et moyenne entreprise. P 33.

- Les entreprises coopératives

Les entreprises coopératives peuvent être définies comme étant des entreprises collectives dont les membres associés à égalité de droits et d'obligations mettent en commun travail et capital pour satisfaire leurs besoins sans dépendre du marché. Leur objectif majeur n'est pas la maximisation du profit, et leurs activités se déploient dans de maints secteurs tels que : la production, l'artisanat, le commerce de détail, les assurances et les BTP.

- Étant donné les avantages offerts, à savoir la simplicité de distinction par les conditions de constitution et d'objectifs stratégiques particuliers, la classification des PME d'après le cadre juridique semble être utile. Néanmoins, se limiter au seul critère juridique rend délicate cette distinction, et ce, à cause de l'abstraction faite des spécificités de chaque unité productive.⁷

• Définition selon le type d'activité

On distingue à ce niveau deux types de répartition : la répartition classique et la répartition moderne du type d'activité.

- La répartition classique

On peut classer les entreprises selon ce type de répartition en trois secteurs :

Secteur primaire : qui regroupe l'ensemble des entreprises agricoles ou celles travaillant dans les domaines de l'extraction ou de l'exploitation forestière, autrement dit c'est l'ensemble des entreprises ayant comme activité principale l'extraction ou l'exploitation des ressources naturelles.

Secteur secondaire : concerne toutes les entreprises dont l'activité principale consiste à produire des biens économiques considérés comme des outputs des opérations de transformation.

Secteur tertiaire : il recouvre toutes les entreprises dont la fonction principale consiste à fournir des services à destination des entreprises ou bien des particuliers.

Cependant, vu les changements opérés lors de la révolution industrielle du 18^{ème} siècle et les progrès réalisés à travers le monde tout au long des dernières années, cette distinction n'a plus beaucoup de signification, ce qui a d'ailleurs donné naissance à une nouvelle répartition des activités.

- La répartition moderne

⁷ Ibid.

Cette nouvelle vision fait apparaître de nombreux secteurs d'activités économiques qui ont été négligé par l'ancienne méthode, à savoir : l'énergie, les matériels de transports, BTP, commerce, transports et télécommunication...etc.

- **Définition selon la qualité du secteur d'activité**

Cette méthode de classification se base comme l'indique son appellation sur la qualité du secteur d'activité. Donc, elle permet la distinction entre ce qu'on appelle le secteur traditionnel caractérisé par la prépondérance du facteur travail, la non modernisation des équipements, et l'absence d'innovations technologiques, et le secteur moderne caractérisé à son tour, par l'indépendance des entreprises en l'occurrence les PME et l'apparition de ce qui est connu sous les PME sous-traitantes.⁸

2. Les PME en Algérie

En ce qui concerne le cas de l'Algérie, il n'existe pas de définition communément admise par les organismes et les chercheurs s'intéressant à la PME. Toutefois, étant motivé par le souci d'ordre général et pour des raisons de champ d'application, nous retiendrons la définition de la PME suggérée par La loi 01-18 du 21 décembre 2001 portant loi d'orientation pour la promotion de la PME. Cette définition se base sur un ensemble de critères à savoir : les effectifs, le chiffre d'affaires, le bilan annuel et l'indépendance financière.

Il est noté que : « la petite et moyenne entreprise, est définie, quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et/ou services employant une à 250 personnes, dont le chiffre d'affaires n'excède pas 4 milliards de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 1 milliard de dinars et qui respecte les critères d'indépendance ».

Dans ce même contexte, il est nécessaire voire important de donner les définitions suivantes :

La moyenne entreprise : est définie comme étant « une entreprise employant de 50 à 250 personnes, et dont le chiffre d'affaires est compris entre 200 millions et 2 milliards de dinars, ou dont le total du bilan annuel est compris entre 100 et 500 millions de dinars ».

⁸ Jean-Pierre Lorriaux, Economie d'entreprise, édition Duodi, Paris, France, 1991, le concept juridique de la petite et moyenne entreprise. p.35.

La petite entreprise : est définie comme « entreprise employant de 10 à 49 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas les 200 millions de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 100 millions de dinars ».

La très petite entreprise (dite aussi micro entreprise) : est définie comme une entreprise employant de 1 à 9 salariés, réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 millions de dinars et dont le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions de dinars.

Taille	Nombre d'effectif	Chiffre d'affaires		Total du bilan
Moyenne entreprise	50 à 250	400 millions DA À 4 milliards DA		200 millions DA À 1 milliards DA
Petite entreprise	10 à 49	Moins de 400 millions DA		Moins de 200 Millions DA
Très petite entreprise	1 à 9	Moins de 40 millions DA		Moins de 20 millions DA

Tableau N°1 Classement des PME selon la taille

Source : Élaboration à partir du journal officiel : loi N°17/02 portant loi d'orientation sur le développement des PME⁹

3. Rôle de la PME dans l'économie nationale

Il est indéniable que les Petites et Moyennes Entreprise (PME) jouent un rôle crucial dans toute économie, et leur impact sur le développement de l'économie est particulièrement significatif. Ces contributions peuvent être appréhendées de manière générale à travers les aspects suivants.

- **La création d'emplois :**

Dans toute économie, les PME permettent et contribuent à la croissance et le développement économique. En effet, leur capacité à générer l'emploi est supérieure aux autres types d'entreprise, et ce malgré leurs ressources financières limitées pour supporter l'effort des activités de recherche et de développement. Ainsi la PME contribue au maintien et à la

⁹Fayza bouchnaf. 2019 Journal of economic intégration vol 07 consulté le 12 décembre 2024

sécurisation des emplois existants en plus d'en créer de nouveaux. Comme la création d'emplois constitue une priorité pour les gouvernements de presque tous les pays, la capacité de création d'emplois des PME présente donc un intérêt majeur pour la plupart d'entre eux.¹⁰

La création de la valeur ajoutée :

La valeur ajoutée au sein d'une entreprise est un indicateur économique qui fait référence au niveau de richesse qu'une entreprise réussit à créer au cours d'une période donnée. D'un point de vue financier, ce concept fait référence à l'excédent d'argent qu'une entreprise quelconque perçoit par rapport à ses coûts de production. Ainsi, cette donnée est particulièrement intéressante pour les entreprises, vu qu'elle montre le niveau de richesse créé. En d'autres termes, la valeur ajoutée représente la valeur qu'un agent économique apporte comme supplément aux biens ou aux services intermédiaires qui proviennent principalement des tiers.¹¹

• La distribution des revenus :

La valeur ajoutée créée par chaque Petite et Moyenne Entreprises (PME) recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours du processus de production et au fonctionnement des administrations. La valeur ajoutée sert à :

- Contribuer au fonctionnement des administrations en particulier en versant des impôts ;
- Rémunérer les services, force de travail, capital, moyens financiers (il s'agit des salaires, des dividendes ou intérêts).¹²

4. Les caractéristiques de la PME

On distingue deux types de caractéristiques liés à la PME, celles qui peuvent être communes entre toutes les entreprises et celle qui diffèrent chaque entreprise d'une autre.

• Les caractéristiques communes

Ces caractéristiques peuvent être cernées, d'une façon générale dans ces éléments

- **Le libre choix du leadership :**

¹⁰ Al Riyada for Business Economics. « Rôle de la PME dans la création d'emploi ». Vol 08. 2022 P.300

¹¹ Azzam soualmia2022. « Comment créer la valeur ajoutée dans une entreprise ». site. Consulté le 25 janvier 2024.

¹² Micheal Forrster, Mark Pearson.2002 « distribution des revenus ». Dans économie de l'OCDE. Vol 34. P7 à 41

L'entrepreneur joue un rôle très important dans le développement de la PME, s'il est dynamique, son entreprise a de fortes chances de croître et de se développer ; mais s'il est conservateur, l'entreprise connaîtra sûrement une croissance assez lente. Si l'entrepreneur veut réellement donner un grand souffle à son entreprise, il doit choisir le leadership dans son staff qui à travers ses compétences et ses qualités, il peut motiver le personnel par le biais de l'apprentissage (en gestion de ressources humaines en marketing ou en technique de gestion etc.)

Et l'acquisition des expériences afin de pouvoir répondre aux différents défis du changement généré par la forte croissance et aux maints besoins des différents clients.

- La forte proximité avec la clientèle

Notons que cette proximité relève d'une façon générale de cinq éléments : le type, la forme de relations avec les clients, le type de promotion, la capacité de répondre au marché par l'innovation, et enfin un contrôle assez important du marché par les PME. Cette proximité relève, dans plusieurs cas, d'une production sur mesure à la base d'un système de communication directe avec la clientèle, elle est particulièrement forte.

Ce contact direct s'exprime, d'une part, par la vente directe au marché, soit à des consommateurs, soit à des détaillants, et d'une autre part par des transactions avec des institutions et/ou des entreprises manufacturières.

- Une organisation apprenante et innovante

Parmi les recherches faites sur les entreprises, comme celles de Sexton et Searle en 1997 et de Barranger, Jones et Lewis en 1998, on peut remarquer que le contrôle actif sinon proactif du changement pour les entreprises à forte croissance devait passer nécessairement par une organisation complexe, décentralisée et responsable. Ces mêmes chercheurs ont montré que ces entreprises comprenaient d'une part, un personnel cadre important qui provenait de disciplines variées et qui participait la plupart du temps aux décisions importantes, et d'autre part, des employés engagés dans l'évolution de leurs tâches quotidiennes.

Donc à partir de ces recherches, on peut dire que les décisions se prennent le plus souvent consensus à la suite d'une discussion avec les membres de l'équipe de direction et surtout dans les petites entreprises, le dirigeant prend seul les décisions importantes, de même la plupart des décisions stratégiques sont partagées avec les cadres, y compris un bon nombre de décisions majeures. Le PDG se réserve un peu plus les tâches relatives à la recherche d'information technologiques, la supervision du personnel, la définition des besoins des clients et le développement de produit, selon les entreprises

- Les recours aux réseaux à signaux forts et à signaux faibles

Cette caractéristique a été remarquée par les chercheurs, elle explique que ces entreprises recourent beaucoup plus que les PME aux ressources du milieu pour compléter leurs propres ressources, mais aussi plus systématiquement et souvent sous différentes formes de partenariats, ce recours passe d'abord par les réseaux traditionnels d'affaires mais de façon beaucoup mieux structurée que chez la plupart des PME.¹³

- **Les caractéristiques propres à chaque PME**

On distingue à ce propos ce qui suit :

- L'intégration parfois totale entre les ressources financières de l'entrepreneur et celles de l'entreprise. Cette situation est associée au risque personnel de l'entreprise, donc la faillite de l'entreprise entraîne systématiquement et le plus souvent celle de l'entrepreneur ;
- Une espérance de vie plus courte : une petite entreprise peut interrompre ses activités pour différentes raisons liées à sa fragilité (le départ d'un employé clé, la perte d'un client important, un arrêt de travail temporaire...) ;
- Les problèmes de successions qui peuvent rendre le développement de l'entreprise incertain
- L'ampleur des relations informelles et la présence de contrats implicites liés à une préférence marquée de certains entrepreneurs pour ce qui n'est pas officialisé ;
- Un risque d'erreurs très grand en raison d'un manque d'expérience, d'un manque d'expertise ou simplement d'un optimisme exagéré de l'entrepreneur ;
- Enfin, le fait que l'entreprise de petite taille soit souvent considérée comme le prolongement de l'entrepreneur et non comme étant une unité distincte.¹⁴

Section 2 : Les atouts et les besoins de la PME

1. Les atouts de la PME

Ces atouts peuvent être cités comme suit¹⁵

- **Le contrôle simplifier**

¹³ Pierre, André Julien, « les PME à forte croissance » presse de l'université du Québec, 2003, pp ;18-22

¹⁴ Jossé st-pierre, « la gestion financière des PME » presse de l'université du québec,1999, pp7-8

¹⁵ Marjorie Lecerf « les petites et moyennes entreprises face à la mondialisation ». L'harmattan, paris, 2006, pp :182-186

La proximité joue un rôle essentiel de la centralisation de la gestion de la PME. Le dirigeant est souvent propriétaire et gestionnaire exclusif de l'entreprise. Une structure compacte et une proximité importante entre les personnes permettent un niveau de centralisation élevé. En étant présent auprès de ses salariés, le dirigeant accroît sa domination hiérarchique et augmente son emprise sur l'entreprise. La multiplication des contacts développe un style de commandement orienté vers les tâches et les personnes, l'individu est valorisé personnellement ce qui permet une acceptation de la centralisation des décisions¹⁶.

- **La stratégie intuitive**

La stratégie est implicite et très souple, les décisions sont directes et appliquées rapidement.

- **La flexibilité**

« C'est la capacité d'une entreprise à s'adapter aux turbulences de l'environnement, en se dotant d'une capacité d'apprentissage individuel et organisationnel durable et en montrant une capacité à anticiper avec confiance revue en permanence, les événements à venir ».¹⁷

- **L'implication des ressources humaines**

La structure des ressources humaines des PME est un atout important concernant leur compétitivité, les contacts entre membre de l'entreprise sont fréquents. Ils peuvent se révéler plus efficaces et bien moins coûteux que les procédures de la gestion complexe des grandes entreprises. La proximité entre les individus favorise la relation de confiance et génère des formes de contrôle qui rendent inutiles la mise en place des procédures lourdes et coûteuses. Donc, cette proximité favorise la vitesse d'exécution des processus, et elle pourra en conséquence aider à la mise en place de nouveaux projets stratégiques. La PME peut également adapter quantitativement et qualitativement le personnel à l'activité de gestion, elle a donc la possibilité de concentrer toutes ses efforts de travail à l'exécution d'un projet ou encore au suivi d'un projet d'objectif commun.¹⁸

Les PME ayant une structure souple et plus organique que hiérarchiques, sont généralement plus flexibles que les grandes entreprises, les ressources humaines sont une source de flexibilité importante pour les PME.

2. Les besoins de la PME

Malgré leur contribution essentielle au PIB et à l'emploi, les PME demeurent confrontées à d'innombrables difficultés qui limitent leur croissance et leur développement. L'accès au

¹⁶ Thierry Burger-Helmchel, Caroline Hussler, Paul Muller (2019) Management P. 229 à 279.

¹⁷ Dr.BETTEHR Hamid et Pr.MIRAOUI Abderkrim (2005) , revue des sciences économique et de gestion.

¹⁸ Marjorie Lecerf, « les petites et moyennes entreprises face à la mondialisation », l'harmattan, paris, 2006, pp: 182-186.

financement et son coût, ainsi que le manque d'un accompagnement adéquat font partie des principales contraintes.

- **Les besoins d'investissement**

À sa création, l'entreprise doit se procurer un ensemble de bien destinés à rester dans la firme pour plusieurs années. Tout au long de son existence, l'entreprise devant réaliser des investissements de nature variée correspondant à des objectifs multiples en vue d'assurer sa survie (par le renouvellement et l'adaptation de ses matériels) et son développement (par l'accroissement de ses installation)

« On appelle investissement, l'engagement du capital dans une opération à laquelle on attend des gains futurs, étalés dans le temps »¹⁹

Quel que soit sa taille l'entreprise peut engager quatre types d'action donnant lieu à des investissement :

- Maintenir les capacités de production existantes en procédant à des investissements de remplacement (remplacement d'un matériel ancien, amorti, usé ou obsolète par un matériel neuf). Ces investissements sont très fréquents.

- Améliorer la productivité et pousser à la modernisation et à l'innovation. Ce qu'on appelle les investissements d'expansion ou de capacité. Ils ont pour but d'accroître la capacité de production ou de commercialisation des produits existants et de vendre des produits nouveaux (l'installation d'une capacité nouvelle ou additionnelle).

- Rationaliser la production : ce sont les investissements de rationalisation ou de productivité qui visent la compression des coûts de fabrication.

- Valoriser le capital humain, il s'agit des investissements humains et sociaux tels que les dépenses de formation, dépenses pour l'amélioration des conditions de travail.²⁰

Donc, dans sa conception générale, l'investissement est considéré comme la transformation des ressources financières en biens corporels ou incorporels, autrement dit, c'est un sacrifice de ressources financières aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des recettes supérieures aux dépenses occasionnées par la réalisation de cet investissement.

- **-les besoins d'exploitation**

Toute entreprise quel que soit son efficacité ou quel que soit sa structure financière, peut se trouver confrontée à un problème de trésorerie de façon conjoncturelle ou structurelle. Ce problème peut survenir car, à court terme, l'entreprise doit de manière permanente chercher à

¹⁹ Mourgues N, le choix des investissements dans l'entreprise, édition economica,1991, p ;15.

²⁰ Bancel F, les choix d'investissement, méthodes traditionnelles, édition Economica, 1995, p :35.

assurer le financement de son actif circulant (stock, crédits accordés aux clients, créances diverses).

À cet égard, l'entreprise recourt à des crédits appelés « crédits de fonctionnement » permettant l'équilibrage financier dans un court délai.

Ces crédits de fonctionnement financent de manière générale les actifs circulants du bilan. Lorsque ces derniers ne sont pas intégralement financés par des délais de paiement que l'entreprise obtient de ses fournisseurs et de ses créances diverses et lorsque cette insuffisance n'est pas couverte par le fonds de roulement (FR). Ainsi, on peut résumer les besoins de financement liés à l'exploitation comme suit ²¹:

- Les stocks : pour assurer son fonctionnement normal, toute entreprise doit avoir un stock pour faire face soit à la demande de la clientèle (stock de produits finis), soit pour des fins de production (matières premières). Mais la détention des stocks implique un coût pour l'entreprise ce qui rend ainsi nécessaire une gestion efficace et rationnelle de ces stocks afin de limiter les coûts et donc minimiser les besoins de financement ;

- Les besoins de trésorerie : l'entreprise doit faire face à des dépenses importantes tels que : les salaires, entretien de matériels, impôts et taxes, frais divers de gestion...etc.

Le paiement de ces charges peut troubler le fonctionnement normal de l'activité de l'entreprise. Il s'avère donc que cette activité entraîne la naissance des besoins de trésorerie qui dépendent des délais de paiement de décaissement des charges et d'encaissement des recettes.²²

Enfin, nous pouvons dire que sans ressources financières l'entreprise ne produit pas, ne vend pas et donc ne peut survivre que si elle a réussi à mobiliser les ressources nécessaires au maintien de son cycle d'exploitation et au financement de ses investissements.

Section 3 : les sources de financement de la PME

Pour satisfaire les besoins de financement que l'entreprise exprime à chaque étape de sa vie, il existe une panoplie de ressources financières que le dirigeant de l'entreprise doit choisir en fonction du besoin exprimé ainsi que de l'impact de chaque type de financement sur la

²¹ Rousselot P, véridique j-f la gestion de trésorerie 2^e édition Dunod, 1999, pp :11-22

²² Bancel F. 1937 « la gouvernance de l'entreprise » op.cit. P 47

rentabilité de la firme et d'autres incidents, tels que la structure de l'endettement de l'entreprise et la répartition des coûts entre charges variables et fixes.

Les sources de financement de l'entreprise peuvent être classées selon leur origine en deux principales catégories : internes (propriétés de l'entreprise) ou externe à l'entreprise.

1. La banque et les PME

Les banques jouent un rôle vital en fournissant des services financiers aux PME tel que le financement les ligne de crédit et les conseils financiers.

Cependant, l'accès des PME au financement bancaire peut être complexe en raison des divers facteurs tels que la taille de l'entreprise, sa stabilité financière et sa capacité à présenter des garanties.

Les PME dépendent souvent des banques pour obtenir des fonds nécessaires à leur croissance à l'investissement et à la gestion quotidienne des opérations.

- **Les crédits à court terme**

On désigne sous le nom de crédits à court terme l'ensemble des techniques de financement spécialisées relatives au recouvrement des besoins liés au cycle d'exploitation, et d'autre part, des moyens de financement dont la durée est extrêmement courte, allant de quelques jours à quelques mois. Pour préciser cette définition, il faut examiner la nature des opérations auxquelles le crédit est attaché. Ainsi, suivant la nature du cycle de production et de commercialisation, le crédit à court terme peut être relativement long et atteindre une période de l'ordre d'un an.

En raison de l'absence de garantie hypothécaire et de leur caractère très court terme, ces crédits sont particulièrement risqués pour les banques. Ils sont donc octroyés après une étude approfondie des besoins à satisfaire et de la structure financière de l'entreprise. Dans ce contexte, ces crédits peuvent être décomposés en deux catégories :

- Les crédits d'exploitation à objet général : le découvert, le crédit relais, le crédit de compagne... ;
- Les crédits d'exploitation à objet spécifique : l'avance sur marchandise, le warrant, destinés à couvrir une opération particulière.

- **les crédits à moyenne et longue terme**

Appelés aussi les crédits d'investissement ils sont destinés à financer la partie haute du bilan de l'entreprise, le remboursement de ce crédit ne peut être assuré que par les bénéfices réalisés. Pour accorder ces crédits, la banque exige à l'entreprise de disposer d'un minimum de fonds propres. En moyenne, l'apport initial est de 30% du montant du besoin de financement exprimé.

- **Les crédits à moyen terme**

Les crédits à moyen terme sont par définition des crédits dont la durée se situe environs entre deux et sept ans. Ces crédits sont généralement destinés à financer l'acquisition d'équipements légers, c'est-à-dire ceux dont la durée d'amortissement est égale à la durée de remboursements de ces crédits.)

Ces crédits peuvent être mobilisables, c'est-à-dire ils peuvent faire l'objet d'un financement auprès d'un organisme mobilisable (telle que la banque centrale). Ce qui n'est pas le cas des crédits non mobilisables. La mobilisation des crédits est une opération par laquelle le créancier (la banque) retrouve, auprès de l'organisme mobilisateur, la disponibilité des sommes qu'il a prêté à son débiteur.

La mobilisation nécessite assez souvent, l'obtention, préalablement à tout décaissement, d'un « accord préalable » de l'organisme mobilisateur.

Les crédits à moyen terme comportent plus de risque d'immobilisation de perte que les crédits à court terme. Toutefois, le risque d'immobilisation est écarté lorsqu'il y a un engagement, de réescompte auprès de la banque centrale ou tout autre organisme mobilisateur. Mais ce risque peut réapparaître aux échéances si un ou plusieurs bénéficiaires de ces crédits sont défaillants et sollicitent soit la prorogation d'une échéance, soit même un aménagement de plusieurs échéances à venir. Dans ce cas, l'entente avec les organismes de mobilisation est difficile et l'immobilisation reste souvent à la charge du banquier.

- **Les crédits à long terme**

Les crédits à long terme sont, par définition, des crédits dont la durée excède sept ans. Ils sont destinés généralement à financer des investissements lourds, c'est-à-dire ceux dont la durée d'amortissement va au-delà de sept ans. Les crédits à long terme sont le plus souvent accordés par des organismes financiers spécialisés.²³

En Algérie, à l'ère de l'économie planifiée, le financement des investissements planifiés productifs pour le compte des entreprises nationales, était assuré pour la partie, moyen terme,

²³ <http://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/financements/credits-a-court-terme/credits-bancaires-a-court-terme>

par les banques primaires, pour la partie long terme, par la banque algérienne de développement sur les ressources de trésor public.

Au total, Les risques de perte des crédits à moyen terme et long terme sont plus grands parce que pendant la durée du concours, les affaires de l'entrepreneur peuvent périliter pour une raison ou pour une autre. Aussi le banquier doit-il examiner attentivement le programme de remboursement et chercher des garanties adaptées.

Conclusion

Après avoir abordé les limites de ce que représente une PME, nous pouvons constater que ce qui rend les PME très intéressantes, économiquement parlant, c'est le fait qu'elles offrent maints avantages sur le plan organisationnel et financier. Ces PME qui peuvent contribuer facilement et efficacement dans le développement économique par leurs interventions que ce soit par des produits finis soit par des produits semi-fini (exemple de transformation).

Dans le même contexte, il convient à souligner les multiples avantages inhérents au PME, parmi lesquels figurent : une équipe resserrée favorisant des contacts étroits, une communication rapide et formelle dans un environnement de confiance ; la présence d'un directeur impliqué, proche et toujours disponible ; un pouvoir centralisé ; mais largement accepté ; des ressources limitées, mais flexibles et ré orientables. Cependant, il est crucial de ne pas idéaliser exclusivement les aspects positifs des PME. En réalité toutes entreprise quelques soit sa taille est comparable à un navire, ou la survie en cas de tempête et l'atteinte des objectif dépendent avant tout du capital humain.

La PME tout en offrant des avantages significatifs, nécessite une gestion attentive du facteur humain, et un besoin législatif de la part de l'Etat, pour assure son succès à long terme et l'accomplissement de ses objectifs.

Chapitre 02 : l'appui financier gouvernemental aux PME en Algérie

Chapitre 2 : l'appui financier gouvernemental aux PME en Algérie

Introduction

Le soutien financier gouvernemental aux petites et moyennes entreprises (PME) constitue un pilier essentiel du développement économique en Algérie.

Dans un contexte où ces entreprises jouent un rôle crucial dans la création d'emploi, la stimulation de l'innovation et la promotion de la croissance économique.

Il est impératif d'analyser les différentes formes d'appui financier mises en place par les autorités publiques.

Ce chapitre se propose, d'examine en détail les initiatives gouvernementales visant à soutenir les PME en Algérie, en mettant en lumière les mécanismes de financement disponibles, les politiques d'encouragement mises en œuvre et les défis rencontrés dans la mise en place de ces dispositifs.

Afin de mieux comprendre les appuis de financement gouvernemental des PME en Algérie nous allons aborder quatre éléments qui seront développés dans quatre sections ci-dessous :

Section 1 : généralités sur la politique de financement gouvernementale algérienne

Section 2 : Acteurs et intermédiaires de la politique de financement gouvernementale

Section 3 : Les instruments de la politique de financement gouvernementale

Section 4 : l'évolution et la contribution des PME sur l'économie algérienne

Section 01 : généralités sur la politique de financement gouvernementale algérienne

1. Définition de la politique gouvernementale :

Une branche de l'Etat qui a pour fonction de mettre en œuvre les lois adoptées par le pouvoir législatif pour atteindre des objectifs généraux poursuivis par l'action des gouvernants et cette action elle-même. Associé à l'intervention des autres autorités publique comme la banque centrale, collectivité territoriale ... afin d'avoir un effet sur une société ou un territoire.²⁴

1.1 Caractéristiques de la politique de financement des PME par le gouvernement algérien

Selon les PME cette politique vient sous forme des règlements et des faveurs qui visent un soutien et un aide sur une croissance d'elle même et d'un secteur ciblé pour avoir réalisé un développement sur la matière de l'innovation économique.

Selon les politiques gouvernementales en Algérie qui entament des promotions à assurer le bon environnement d'émergence des entreprises et le maintien à la croissance des entreprises existantes par quelque phase qui sont l'action de diagnostic, investissement matériels et immatériels et la formation et assistance technique. Le déblocage des aides aux entreprises demeure la dernière phase destinée évidemment aux PME ayant accompli toute la procédure d'apprentissage arrêtée par les pouvoir publique. Parmi les promotions mené par la politique gouvernementale, on a constaté qu'il existe deux grands axes qui sont l'appui à la création d'entreprise, la pérennisation et le développement de tissu PME existant. Ces deux axes sont concernés sur la promotion de facilitation d'accès aux services financiers et diversification de l'offre financière.

1.2 Objectifs de la politique gouvernementale sur le financement des PME :

Après des analyses estimées par les missions de la politique de mettre à niveau (MAN) appliqué par le gouvernement algérien sur le champ des entreprises on a distingué que les objectifs de la politique gouvernementale se trouve en deux plans qui sont :

- **Stratégiques** : qui visent la diversification de l'appareil de production, la densification du tissu industriel, la relance de la croissance sur une base durable et endogène

²⁴ JAMES. H MARSH. 2009 « L'encyclopédie canadienne » opt. Cit.

- **Des objectifs plus immédiats** : à travers l'amélioration de la compétitivité des entreprises privées, la consolidation significative de leurs productivités, le renforcement de leur positionnement sur le marché local et les marchés extérieurs.

Pour atteindre ces objectifs, l'ancien ministre de la promotion des investissements considère que l'amélioration d'environnement général de l'investissement et de la pratique des affaires est une condition sine qua non pour assurer le succès de la MAN

D'après un ouvrage qui nous a fournis d'autres matières d'objectifs de la politique gouvernementale en six (6) conditions qui sont :

- La modernisation des équipements
- L'amélioration de système d'organisation, de gestion et de production
- La formation et le perfectionnement
- La qualité et la certification
- Le marketing et les recherches de marché
- L'alliance et le partenariat.

L'importance de la politique gouvernementale est de donner aux entreprises algériennes les moyens de répondre aux exigences du libre-échange. Dans ce sillage et pour arriver, la PME table sur l'accomplissement de deux ambitions :

- Devenir compétitive en termes de prix, de qualité, d'innovation...
- Devenir capable de suivre, de muter et de maîtriser l'évolution de la technique et des marchés.²⁵

²⁵ <https://www.asjp.cerist.dz>

Section 02 : Acteurs et intermédiaires de la politique de financement gouvernementale

La politique de financement gouvernementale est entamée par des acteurs qu'ils emploient des intermédiaires pour accompagner les PME sur leurs besoins de financement et pour des facilitations d'accès.

1. Les acteurs de la politique de financement gouvernementale :

La politique d'appui est fondée par des autorités publiques et des établissements de crédit comme des acteurs indispensables de la bonne pratique des missions de soutien financier pour les PME.

1.1 Trésor public :

C'est une institution publique qui contribue à la définition des politiques de gestion d'intervention dans le secteur économique et d'en assurer le suivi et l'évaluation. En Algérie le trésor est gouverné par la direction générale du trésor et de la gestion comptable des opérations financières et l'Etat (DGTGCOFE)

- **Mission concerné par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - Assurer le suivi et l'évaluation des participations de l'Etat dans le secteur public économique non financier.
 - De proposer les éléments concourants à la définition d'une politique des participations internes de l'Etat et d'en assurer la gestion, le suivi et l'évaluation
 - De participer avec administrations concernées à la définition des mesures à caractère financier liées à la restructuration du secteur économique.
 - De contribuer au développement des institutions et des instruments des marchés.
 - De contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre des projets de modernisation de système bancaire et financier.
 - De veiller au suivi et à l'évaluation des banques et des compagnies d'assurances.
 - De mettre en œuvre les dotations de base aux établissements publics à caractère industriel et commercial et autres établissements publics.
 - Présenter en matière de compensation de budget de financement par des engagements tant que garant.²⁶

²⁶ <https://www.mf.gov.dz>

1.2 Banque centrale :

Est une institution financière publique chargée par l'Etat de conduire la politique monétaire du pays ou de sa zone économique. Elle est régie par mandat qui précise ses objectifs tels que la stabilité des prix la confiance en la monnaie ou encore le plein emploi.

La banque centrale en Algérie est nommée la banque d'Algérie créée après la guerre d'indépendance et sa gouvernance est assurée par le gouverneur assist

1.3 Les banques commerciales publiques :

Les banques sont les principaux bailleurs de fonds des entreprises de petite et moyenne dimension dont les besoins sont généralement modestes, mais dont le risque est plus difficile à mesurer compte tenu de la pertinence du projet, l'existence d'un marché solvable etc. Ces considérations sont autant de variables difficiles à évaluer ; et, l'octroi de dettes à court terme permet aux banques d'exercer un contrôle plus fréquent et donc plus efficace sur ces entreprises.²⁷

1.4 La bourse d'Alger

La bourse d'Alger compte un marché spécialement réservé aux PME, il a été « créé en 2012 par le règlement COSOB n°12-01 du 12 janvier 2012 modifiant et complétant le règlement n°97-03 du 18 novembre 1997 relatif au règlement général de la bourse des valeurs mobilières. (Paru au JORA n°41 du 15 juillet 2012). »¹² Ce marché ne compte qu'une seule PME, il s'agit de la société AOM Invest Spa, spécialisée dans l'exploitation de projets touristiques.

- **Missions concernées par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - Possibilité offerte aux PME de recourir au mode de financement direct par le biais de la bourse d'Alger.
 - Les résultats montrent que les PME algérienne s'inscrivent dans la même logique que les PME à l'échelle mondiale, sachant que ces dernières ont une préférence pour les produits bancaires classiques lorsqu'il s'agit de recourir au financement externe.²⁸

²⁷ <https://www.bank.of.algeria.dz>

²⁸ <https://www.sgbv.dz>

2. Les intermédiaires de la politique de financement gouvernementale :

ANDPME est la gestionnaire de programme de la politique gouvernementale sur la mise à niveau des PME et dans tous les cas veiller au contrôle et au suivi de toutes les opérations entreprises dans le cadre de la présente convention.

- **Missions concernées par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - Pour les études de diagnostic et plan de mise à niveau conformément aux étapes de déroulement.
 - Pour la réalisation des actions de mise à niveau suivant par les termes de référence proposé par le bureau d'études et de conseil ayant réalisé le pré diagnostic et diagnostic et plan de la politique de financement gouvernementale validé par la PME et ANDPME.²⁹

2.1 Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) :

FGAR est créé par le décret exécutif N 02.373 du 11 novembre 2002 en application de la loi d'orientation sur les PME. Ce décret fixe les strates du fonds de garantie placé a sous tutelle de ministère d'industrie et des mines. Le FGAR est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

- **Mission concerné par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - Orienter vers la création et le développement des entreprises
 - Faciliter l'accès aux financements bancaires à moyen terme afin de supporter le démarrage de l'expansion de PME.
 - Accorder des garanties de crédit aux banques commerciales afin de compléter le montage financier de projet d'entreprise.

³⁰

2.2 Agence national de développement de l'investissement (ANDI) :

L'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) est une institution gouvernementale qui a pour mission la facilitation, la promotion et l'accompagnement de

²⁹ <https://www.pme-dz.com>

³⁰ <https://www.fgar.dz>

l'investissement et de la création d'entreprise à travers des régimes d'incitation qui s'articulent essentiellement autour de mesures d'exonération et de réduction fiscale. Cette agence agit via deux régimes d'avantages. Selon le régime général, il s'applique aux investissements courants réalisés en dehors des zones à développer .et selon le régime dérogatoire, il s'applique aux investissements courants réalisés dans les zones à développer et à ceux présentant un intérêt particulier pour l'Etat.

- **Mission concerné par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**

- Information des investisseurs
- identifier les contraintes qui entravent la réalisation des investissements et proposer des mesures pour y remédier
- promouvoir l'environnement général de l'investissement en Algérie.
- conseiller et accompagner les investisseurs auprès des autres administrations dans la réalisation de leurs projets
- informer les investisseurs sur la disponibilité des assiettes foncières et assurer la gestion du portefeuille foncier.
- identification des projets présentant un intérêt particulier pour l'économie national.
- assurer un service d'observation, de statistiques et d'écoute portant sur l'état d'avancement des projets enregistrés.³¹

2.3 Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement (CGCI)

Créée en 2004, elle constitue un autre instrument de soutien à la création et au développement des PME, en leur facilitant l'accès aux financements. Elle a pour rôle de couvrir les risques relatifs aux crédits d'investissement consentis aux PME. Autrement, elle recouvre les risques d'insolvabilités encourues par les banques avec les petits et moyens entrepreneurs.³²

³¹ <https://www.industrie.gov.dz>

³² Voir le décret exécutif n°05-165 du 03/05/2005, portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale pour le développement de la petite et la moyenne entreprise ,JORA n°32 du 04/05/2005.

- **Mission concerné par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - De garantir aux banques et aux Établissements de crédit, le remboursement d'emprunts bancaires contractés par les PME
 - Financement d'investissements productifs de biens et services portant sur la création, l'extension et le renouvellement de l'équipement de l'entreprise, et ce, en cas d'incidents de remboursement.³³

2.4 La caisse nationale d'assurance chômage (CNAC)

À partir de 2004, dans le cadre de la politique Nationale de lutte contre le chômage et la précarité, la CNAC a mis en œuvre un dispositif de soutien à l'activité économique, par un appui financier aux chômeurs de 30 à 50 ans, en leur offrant plusieurs avantages, pour un montant d'investissement pouvant atteindre 10 millions de dinars. La CNAC appuie non seulement les nouvelles créations d'entreprises, mais aussi les extensions de la capacité de production de biens et de services pour les entrepreneurs déjà en exercice. Concernant les risques de crédits, cet organisme accompagne les banques partenaires par un fonds de garantie couvrant 70% du montant du crédit accordé. Le dispositif inclut un système de bonification des taux d'intérêt, la réduction des droits de douanes, des exonérations fiscales et dans le souci de préserver les nouvelles TPE, un service d'accompagnement et de formation des dirigeants- chômeurs est assuré par les équipes conseillères de la caisse.³⁴

2.5 Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ)

C'est un dispositif qui permet aux jeunes chômeurs (de 19 à 35 -40) ans de créer leur propre emploi et de réaliser leur projet professionnel, selon leurs qualifications, en étroite collaboration avec les banques publiques. Mis en place en 1997, il appui les créations et le financement des micro-entreprises, mais aussi leur expansion. Considéré comme le plus important dispositif de lutte contre le chômage en Algérie, avec la création de 274741 emplois permanents en 2008. Or son taux de réalisation dans les projets ne passe pas les 56% dans ces

³³ <https://www.cgci.dz>

³⁴ Voir le décret exécutif n°94-188 du 06/07/1994, portant statut de la caisse nationale d'allocation chômage JORA n°44 du 07/07/1974, complété par le décret exécutif n°99-37 du 10/02/1999, JORA n°07 du 11/02/1999.

meilleurs cas, et l'ensemble des projets retenus. Il y a donc une forte déperdition entre le nombre de projets retenus et le nombre d'investissements réalisés. Une carence à combler et des ajustements impératifs à apporter à ce dispositif d'insertion des jeunes chômeurs, qui ne compte pas moins de 53 d'agences à travers le territoire national, afin d'améliorer ses résultats et son efficacité.³⁵

- **Mission concerné par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - Accompagne les porteurs de projets pour la création et l'extension des micro-entreprises de production de biens et de services
 - Dispose d'un réseau de 51 antennes, implantées dans toutes les wilayas du pays, ainsi que des annexes situées dans les grandes localités.
 - Favoriser la création et l'extension d'activité de biens et de services par les jeunes promoteurs.
 - Encourager toutes formes d'actions et de mesures tendant à promouvoir l'entrepreneuriat.
 - Adresser aux jeunes chômeurs âgés entre 19 et 35 ans. Cela reflète donc l'importance des PME et le rôle social qu'elles jouent en réduisant le taux de chômage.³⁶

2.6 Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) :

Créée en 2004, l'Agence représente un autre outil de lutte contre le chômage et la fragilité sociale grandissante, son objectif est de soutenir le développement des capacités individuelles des citoyens à se prendre en charge, en créant leurs propres activités économiques. Elle est représentée sur l'ensemble du territoire national par un réseau de 49 agences de wilayas, assistées par des antennes d'accompagnement dans 85% des Daïras. Elle a repris le portefeuille des crédits accordés par l'Agence de Développement social. Depuis 2005, les microcrédits inférieurs à 30000 DA sont décaissés directement par l'Agence. Pour les montants considérables, L'ANGEM a signé des conventions avec les banques publiques (BNA, BADR, BDL, BEA et CPA). À nos jours le microcrédit reste peu répandu en Algérie et le recours à cette instrument financier est peu fréquent par rapport aux dispositifs ANSEJ

³⁵ Ahmed Chellil et Sara Ayad, 2009 « PME en Algérie : réalité et perspective » Revue économique et management. Vol 06.P272-292

³⁶ <https://www.aps.dz>

ou ANDI mais dès que ce concept circule dans la société et se transforme en action concrète, il permettra surement d'améliorer les bilans des agences nationales et de générer plus de candidats.³⁷

- **Mission concerné par la politique gouvernementale sur le financement des PME :**
 - Gérer le dispositif du micro-crédit conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;
 - Soutenir, conseiller et accompagner les bénéficiaires du micro-crédit dans la mise en œuvre de leurs activités ;
 - Notifier aux bénéficiaires dont les projets sont éligibles au dispositif, les différentes aides qui leur sont accordées ;
 - Assurer le suivi des activités réalisées par les bénéficiaires en veillant au respect des clauses des cahiers des charges qui les lient à l'Agence.
 - Assister les bénéficiaires du micro-crédit, en cas de besoin, auprès des institutions et organismes concernés par la mise en œuvre de leurs projets.³⁸

Section 03 : Les instruments de la politique de financement gouvernementale

1. Fonds de garantie :

Un fonds de garantie est destiné à compenser les pertes éventuelles d'une institution faisant crédit, dans l'octroi de ses prêts. Si l'emprunteur ne rembourse pas, le fonds s'étant porté garant doit assumer entièrement ou partiellement (selon ce que prévoit le contrat) les obligations de l'emprunteur. La garantie est donc la promesse d'un garant vis-à-vis d'un prêteur. »

Les statuts des institutions apportant de telles garanties sont multiples, on remarque que la garantie peut être apportée par les pouvoirs publics ou par des associations professionnelles

³⁷ Voir le décret exécutif n°04/14 du 22/01/2004 portant création et fixant le statut de L'ANGEM, JORA n°06 DU 25/01/2004, modifié et complété par le décret présidentiel n°11-133 du 22/03/2011, relatif au dispositif du micro crédit, JORA n°19 du 27/03/2011, modifié par le décret présidentiel n°22-43 du 19/01/2022, JORA n°06 du 20/01/2022.

³⁸ <https://www.angem.dz>

mutuelles (mutualisation des risques entre emprunteurs ou entre établissements financiers prêteurs).

1.1 La garantie de financement bancaire

Elle repose sur le principe du partage des pertes éventuelles avec les établissements prêteurs. La garantie est mise en jeu en cas de défaillance de l'entreprise, c'est ainsi que la perte finale est remboursée par le fonds de garantie à hauteur du risque pris. Toutefois, la garantie n'est pas gratuite, puisqu'elle implique le versement d'une commission.

On relève qu'un mécanisme de garantie joue un rôle pertinent à l'égard des PME et à l'égard de l'établissement de crédit :

•À l'égard de la PME :

- Il facilite l'accès au crédit, dans de meilleures conditions, sans réduire la responsabilité de l'emprunteur et ce, en donnant de la crédibilité à l'entreprise (une reconnaissance de qualité) et en supportant une partie du risque lié à ce financement.
- La société de garantie se doit cependant d'intervenir que si elle est convaincue de la validité du plan de gestion de l'entreprise, évalué à travers des éléments d'analyse quantitatifs et qualitatifs.
- La société de garantie offre aussi à la PME ses conseils en matière de gestion financière.
- À travers les sociétés de garantie, le secteur privé se trouve être incité à financer les PME, promouvant le développement régional.

•À l'égard de l'établissement de crédit :

Il y a dans une relation de garantie au moins trois parties prenantes : Le garant ; l'établissement faisant crédit et bénéficiant de la garantie et l'emprunteur (PME).

On relève qu'un mécanisme de garantie joue un rôle pertinent à l'égard des PME et à l'égard de l'établissement de crédit :

- La société de garantie prépare un dossier financier individualisé et utilise généralement des critères qualitatifs que l'établissement de crédit ne maîtrise pas toujours.

- Dans le nouvel environnement financier qui émerge, avec la directive sur l'adéquation des fonds propres (Bâle II), une société de garantie équivaut à un « atténuateur » d'exigences de fonds propres, quand la banque respecte les obligations réglementaires, en effet, le partage de risque entre la société de garantie et la banque réduit les requis en capital.

1.2 Objectifs de société de garantie

L'objectif d'un fonds de garantie de crédit est de promouvoir le développement des PME en leur facilitant l'accès au financement, à travers l'allègement du risque supporté par un établissement de crédit, lorsque celui-ci finance un projet en faveur d'une PME. Le fonds de garantie prend en charge une partie du risque associé à une opération de crédit, il permet au banquier de réduire la perte financière finale qu'il aura à supporter en cas de défaillance du débiteur.

- **Partage de risque :** La nature de l'intervention d'un fonds de garantie est le partage du risque avec l'établissement de crédit, toutefois cette garantie ne se substitue pas aux sûretés habituelles couvrant l'opération (nantissements, sûretés réelles et personnelles, cessions de recettes...). Ces sûretés sont prises par compte commun, c'est-à-dire, elles bénéficient à la banque et au fonds de garantie au prorata de leurs parts respectives de risque.

- **L'analyse du dossier :** L'établissement de crédit et le fonds de garantie couvrent chacun une partie du risque attaché à une opération de financement de PME. À ce titre, tous les deux ont intérêt à bien évaluer la viabilité économique et financière du projet et de l'entreprise à financer, afin d'estimer la probabilité de défaillance de l'opération.

Le fonds de garantie est donc un instrument d'accompagnement des banques qui permet aux établissements de crédit d'alléger le risque associé à certains types d'opérations, mais il ne se substitue pas au banquier dans son rôle de financement.

Ainsi, le FGAR, a pour rôle d'œuvrer en priorité à promouvoir les PME :

- Créatrices de biens ou de services inexistants en Algérie ;
- Génératrices de forte valeur ajoutée aux produits fabriqués ;
- Usant de technologie innovatrice ou de savoir-faire.

- Usant de ressources naturelles disponibles en Algérie et favorisant la transformation de matières premières locales ;
- Participant à la réduction des importations et/ou à l'accroissement des exportations ;
- Créatrices d'emplois et faisant appel aux compétences de jeunes diplômés des centres de formation de métiers, d'écoles techniques et d'universités notamment dans les régions en surplus de main-d'œuvre ;³⁹

Par ses statuts, le FGAR est aussi habilité de garantir les relais des programmes mis en place en faveur des PME par les institutions internationales

Par rapport aux dispositifs mis en place par FGAR comme un intermédiaire entre les PME et leur gouvernement donc on présente quelques chiffres pour avoir quantifier les fonds de garantie engagés :

- **Accords de garantie :**

Le FGAR a totalisé, depuis sa création au 31/12/2021, trois mille trois cent cinquante-deux (3352) offres de garantie, correspondant à un montant d'engagement de 117 454 MDA, soit une couverture moyenne de 44% du montant global de crédits, d'un total de 265 473 MDA, sollicités auprès des banques et les établissements financiers dans le cadre de la réalisation de projets d'investissement, dont le montant s'élève à 414 549 MDA.

- **Répartition des accords de garanties par secteur d'activité.**

La garantie FGAR a bénéficié, principalement, aux PME issues du secteur INDUSTRIEL avec 1 824 projets garantis, notamment, la branche agroalimentaire qui totalise 562 projets, secondée par celle du CHIMIE, CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE qui totalise 383 projets. En deuxième position celui des SERVICES qui totalise 768 projets.

Les offres de garanties ont été engagées sur les fonds propres du FGAR et les fonds MEDA comme suit :

³⁹ <https://www.fgar.dz>

Tableau N°2 : Répartition des accords de garanties par secteur d'activité

Fonds	FGAR	MEDA	TOTAL
Nombre	2219	1133	3352
%	66%	34%	100%
Montant en millions DA	62430	55024	117454
%	53%	47%	100%
Montant moyens de la garantie	28 MDA	48MDA	35 MDA

Source : <https://www.fgar.dz>

- **Certificats de Garanties :**

1 669 Certificats de Garantie ont été remis aux banques partenaires depuis la création du FGAR, représentant un engagement global de 43 705 MDA, soit un taux de couverture moyen de 54% des crédits d'investissement garantis, dont le montant s'élève à 80 579 MDA.

- **Répartition de certificat par fond d'adossement :**

1669 certificats de garantie délivrés ont été engagés sur les fonds propres du FJAR et les fonds MEDA comme suit :

Tableau N°3 : Répartition de certificat par fond d'adossement

Fonds	FJAR	MEDA	TOTAL
Nombre	994	675	1669
%	60%	40%	100%
Montant en million DA	18608	25097	43705
%	42%	58%	100%
Moyenne de la garantie	19MDA	37MDA	26MDA

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

- **Accord (offre de garantie) :**

Le FGAR à statuer favorablement sur 289 demandes de garantie soit un taux de réalisation de 93% de l'objectif fixe de l'année 2021, arrêtée par le conseil d'administration à 310 accords de garantie.

ETMS	Création	Extension
Nombre de garantie accorde	167	122
Cout total des projets	29097	25112
Montant des crédits sollicités	18862	18198
Montant des garanties accordées	7073	8991
Taux moyenne de la couverture	37%	49%
Montant moyens de la couverture	42	73

**Ta
ble
au
N°
4 :
Ré
par
titi
on
des
acc**

ords de garantie par nature de projet

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

Le portefeuille de garantie durant l'exercice 2021 a connu la couverture de projet de type création plus que de type extension en nombre et l'inverse en montant il ressort un taux de couverture moyenne de 37% pour la création contre 49% pour l'extension.

- Répartition des accords de garantie par secteur d'activités

Les garantie FGAR d'Elvire au 31/12/2021 profiter en première position au PME active dans le secteur industriels avec 175 projets de garantie et en deuxième position au secteur de service avec 70 projets de garantie le secteur de l'agriculture et de pêche occupe la troisième position avec 27 projets de garantie en raison de la forte implication de la BADR pour l'accompagnement de ce type de projet.

Le secteur BTPH est en articule en raison de la crise de secteur marquer par recule de la commande publique et d'une part de la crise sanitaire COVID19 d'autre part.

La répartition des engagements de fonds s'aligne sur la répartition des projets par secteur avec une couverture de 1095MDAde crédit initier par les PME du secteur industriels 3909 des crédits

Finacent le secteur des services été enfin une couverture de 1663MDA pour la sollicitation des garanties émanent des secteur agriculture et pêche.⁴⁰

2. Les financements de soutien par dispositifs :

Les banques algériennes sont les principales sources de financement des PME. En effet, l'inertie du marché financier algérien a poussé les PME à recourir au financement bancaire. De ce fait, les produits bancaires classiques sont considérés comme les principaux supports de création et de financement des PME.

Malgré que les banques soient les principaux acteurs sollicités pour le financement des PME, toutefois, on ne compte que 21 banques en Algérie et 8 établissements financiers. Parmi les 20 banques algériennes, on distingue 13 banques privées et 8 banques publiques. Parmi les 8 établissements financiers, on distingue 7 établissements financiers à vocation générale et un établissement à vocation spécifique. (voir l'annexe N°03)

⁴⁰<https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

2.1 Dispositif ANGEM

À la fin de l'année 2021 soit 90.10% des crédits octroyer son destiner pour le financement de l'achat de matière première (862328 projets). Le reste des crédits octroyer son destine pour le financement triangulaire (ANGEM – Banque- promoteur).

Type de financement	Nombre	%
Financement achat de matière première	862328	90.10%
Financement triangulaire (ANGEM-Banque- promoteur)	94728	9.90%
TOTAL	957056	100%

**Table
au
N°5 :
Répar
tition
des
fonds
du
dispos
itif
ANG
EM**

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

2.2 Dispositif ANAD

Le crédit ANAD est un crédit à moyen terme destiné au financement des projets de création et d'extension d'activité de production des biens et des services initiés par les jeunes promoteurs dans le cadre du dispositifs ANAD. Le cout de l'investissement peut atteindre 10 millions de dinars. (Détailé en section 2)

- **Répartition des crédits ANAD octroyés par secteurs d'activités**

Le secteur de service, est le secteur le plus attractifs pour les porteurs des projets accompagner par l'ANAD depuis le lancement de ce dispositif (avec 110 355 Projets) suivi de secteur de l'agriculture avec 59 894 Projets, puis le secteur de transport de marchandises avec 56 824 projets financés. (Voir l'annexe N°04)

2.3 Dispositif ANDI

L'ANDI est également habilité a octroyé les exonérations fiscales et parafiscales prévus par l'ordonnance 01-03 du 20 aout 2001. (Détailé en section 2)

- **Répartition des exonérations ANDI par secteur d'activité**

Durant l'année 2021, le total des investissements enregistrés s'élève à 1877 projets pour un montant de 526 027 millions de DA et 46 711 emplois envisagés. La majorité des projets a été le fait du secteur de l'industrie avec 52,21% du nombre total des projets déclarés, ce secteur cumule 275 525 millions de DA avec 52,38% des du montant d'investissement et 28 417 agents soit 60,84% du total. (Voir annexe N°05)

2.4 Dispositif CNAC :

Ce dispositif est mis en place pour un appui non seulement pour des nouvelles créations d'entreprises, mais aussi les extensions de la capacité de production de biens et de services pour les entrepreneurs déjà en exercices. (Détailé en section 2)

- **Répartition des crédits CNAC par secteur d'activité :**

Le secteur de transport de marchandises, est le secteur le plus attractifs pour les porteurs des projets accompagner par la CNAC depuis le lancement de ce dispositif (avec 46 124 Projets) suivi de secteur de service avec 32 381 Projets, puis le secteur d'agriculture avec 26 967 projets financés. (Voir l'annexe N°06)

3. Alignement fiscal

Du nouveau également pour le champ d'application et du taux de la TAP. L'article 59 stipule que les entreprises de production sont exclues du champ d'application de cette taxe. Pour les autres sociétés, le taux est réduit de 25 % (passant de 2 % à 1,5 %) sauf pour l'activité de transport par canalisation des hydrocarbures, dont le taux est maintenu à 3 %. S'agissant de la taxe sur la formation professionnelle et apprentissage (TFPA), les employeurs ayant moins de 20 employés en sont exonérés.

Le Barème progressif de l'Impôt sur le revenu global (IRG) est également révisé comme suit : les revenus n'excédant pas :

- 240.000 da 0 %,
- De 240.001 à 480.000 da 23 %
- De 480.001 à 960.000 da 27 %
- De 960.001 à 1.920.000 da 30 %
- De 1.920.001 à 3.840.000 da 33 %
- Et plus de 3.840.000 da 35 %.

Le seuil de non-imposition est aligné sur le SNMG (20 000 da).

L'article 21 de la LF 2022 accroît par ailleurs l'évaluation de l'avantage en nature lié à la nourriture, en l'absence de pièces justificatives. Elle passe de 50 à 400 da.

La base de calcul de la plus-value de cession d'actions ou de parts sociales est actualisée en vertu de l'article 21. Le prix de cession est désormais réduit du montant des droits et taxes acquittés et des frais dûment justifiés, supportés par le vendeur à l'occasion de cette opération.

En outre, les revenus provenant de la distribution entre personnes morales des bénéficiaires/dividendes ayant été soumis à l'IBS ou expressément exonérés, seront soumis à une imposition en matière d'IRG et d'IBS (articles 30, 45 et 46)⁴¹

Section 04 : L'évolution et la contribution des PME sur l'économie algérienne

1. Évolution des PME en Algérie

- **Création des PME :** Durant l'année 2021, la création des PME est de 57 129 PME. Les créations d'entreprises enregistrées au niveau de la CNAS à fin 2021 s'élèvent à 27 443 nouvelles PME (personnes morales) alors qu'au niveau de la CASNOS, on recense 29 686 nouvelles PME créées (personnes physiques) durant la même période.

Tableau N°6 : Évolution des PME en Algérie

Années	Nombres des PME créés
2020	37734
2021	55292

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

• Tableau N°7 : Variation chronologique des PME

Années	2019	2020	2021	Évolution de 2019 à 2021
Population globale des		1231073	1286365	7.23

⁴¹ <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022) consulté le 6 décembre 2024.

Chapitre 02 : l'appui financier gouvernemental aux PME en Algérie

PME	1193339			
-----	---------	--	--	--

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

• Tableau N°8 : Réactivation des PME par secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre PME	Part
Agriculture	7927	0.62
Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	3241	0.25
BTPH	199318	15.5
Industries manufacturières	109919	8.55
Services y compris les professions libérales	662130	51.48
Artisanat	303605	23.61
Total	1286140	100

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

- **Réactivation des PME :** À la fin de l'année 2021, les réactivations des PME privées ont touché 12 675 PME privées, dont 11 378 PME sont déclarées auprès de la CNAS et 1 297 PME sont déclarées auprès de la CASNOS.
- **Radiation des PME :** Durant l'année 2021, 14 508 PME privées étaient radiées, dont 7 709 sont des personnes morales et 6 799 PME personnes physiques.
- **La mortalité des PME privées (personnes morales) :** Les PME de type personnes morales ayant été radiées durant l'année 2021, sont au nombre de 7 709. Ce nombre a baissé par rapport aux 6 928 enregistrées à la fin de l'année 2020. Le secteur de "services" qui a enregistré 4 728 PME radiées, est le plus touché par la mortalité des PME durant l'année 2021, sachant que les activités du commerce sont les moins pérennes avec 1824 PME radiées durant la même période, suivie par le secteur BTPH avec 1 788 PME radiées et le secteur de l'industrie avec 1 094 PME radiées. (Voir l'Annexe tableau n°1)

- **La mortalité des PME privées (personnes physiques) :** Selon les chiffres de la CASNOS, les PME de type personne physique ayant cessé leurs activités durant l'année 2021, sont au nombre de 6 799. Les activités artisanales sont les plus vulnérables avec 3 143 entités radiées (soit 46,23% du total) et les exploitants agricoles qui viennent en deuxième position avec 2 832 PME entités radiées soit 41,65% du total.

2. La contribution des PME sur l'économie du pays

- **Évolution de la valeur ajoutée :**

Le secteur privé, reste majoritaire en termes de valeur ajoutée avec un montant de 9 326,55 milliards de DA, soit une part de 87,77%. (Voir annexe N°07)

- **Évolution du PIB**

L'évolution des PME et du PIB suit le même rythme, autrement dit, l'augmentation du PIB est accompagnée par l'augmentation du nombre des PME, à l'exception de l'année 2020 où le PIB a enregistré une baisse et cela peut s'expliquer par la crise sanitaire du covid19. Le coefficient de corrélation calculé entre le nombre de PME et la valeur du PIB pour la période de l'étude est de 97%. Ce chiffre très important, nous permet de valider notre première hypothèse de contribution des PME algérienne dans la formulation du PIB du pays.

- **Création d'emploi**

Le taux de chômage en Algérie, globalement, est en diminution grâce à la politique de création d'emploi du gouvernement. L'Etat vise toujours à insérer les diplômés universitaires et de la formation professionnelle dans le marché du travail et continu son soutien à la création de micro-entreprises et de micro-activités. Algérie a pris de nombreuses mesures et

formules pour freiner la propagation du chômage, notamment chez les jeunes, et malgré la baisse significative de ses taux, il reste élevé. La période de l'analyse correspond à des taux de chômage en diminution avec une croissance du nombre des PME créées. Le coefficient de corrélation entre ces deux variables est de -57%.

- **Balance commerciale**

Par rapport à l'exercice 2020, la balance du commerce extérieur Algérien en 2021 a enregistré :

- Une hausse des importations de 9,57 %, passant de 34,39 milliards de dollars US à 37,68 milliards de dollars US
- Une hausse remarquable des exportations de 65,07 %, passant de 23,79 milliards de dollars US à 39,28 milliards de dollars US.
- Un excédent de la balance commerciale de l'ordre de 1,60 milliards de dollars US contre un déficit de 10,60 milliards de dollars US ⁴²

- **Tableau N°9 : la Balance commerciale**

Années	2020	2021	Évolution en
Importation	34 391.64	37 683.17	9.57
Exportation	23 796.60	39 280.83	65.07
Balance commerciale	-10 595.04	1 597.67	

Source : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

⁴² : <https://www.atlas-developpement.com> bulletin d'information statistique des pme (2021-2022) consulté le 6 décembre 2024.

Conclusion

En conclusion, l'examen des dispositifs d'appui financier gouvernementaux aux PME en Algérie révèle l'importance cruciale de ces mesures dans le soutien au développement économique du pays.

A travers une gamme variée d'initiatives, allant des subventions aux programmes de garantie de crédit, les autorités publiques ont cherché à stimuler l'entrepreneuriat, à favoriser l'innovation et à créer un environnement propice à la croissance des PME.

En définitive, le soutien financier gouvernemental aux PME en Algérie représente un levier fondamental pour favoriser la croissance économique créer des emplois et promouvoir l'inclusion sociale.

En continuant à investir dans ce secteur vital, l'Algérie peut non seulement renforcer sa compétitivité sur la scène internationale, mais également stimuler le développement durable et équilibré de son économie.

*Chapitre 03 : Évaluation de l'influence
des politiques de financement
gouvernementales sur le développement
des PME en Algérie : Une analyse
basée sur des questionnaires"*

Chapitre 3 : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"

Introduction

Ce chapitre se concentre sur l'analyse de l'impact des politiques de financement gouvernementale sur la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) en Algérie. Dans un pays où le développement économique repose sur le dynamisme du secteur des PME, l'évaluation des politiques de financement gouvernementale revêt une importance capitale pour comprendre leur efficacité dans le soutien à la croissance et au développement des entreprises.

Ce présent chapitre vise à examiner de manière approfondie les politiques de financement mises en place par le gouvernement algérien pour soutenir les PME, nous avons choisi quelques petites et moyennes entreprises comme échantillon de notre étude de terrain. Afin que notre travail soit plus détaillé nous aborderons dans ce qui suit une présentation de notre échantillonnage puis nous procéderons à l'analyse.

Il est traité de la démarche méthodologique que nous avons suivie et qui repose sur l'élaboration d'un questionnaire qui comporte des questions fermées et des questions ouvertes, ce dernier est adressé aux dirigeants des différentes PME, en vue de comprendre l'apport des appuis gouvernementale sur leur croissance. Nous allons présenter une analyse et une interprétation des résultats obtenus durant l'enquête qui va nous permettre d'avoir une vision générale sur la question et les différents obstacles rencontrés par ces derniers pour l'accès aux appuis financiers gouvernementale.

Section 01 : Méthodologie de la recherche

Dans le cadre de cette étude comparative, des questionnaires ont été élaborés pour enquêter sur les perceptions et les pratiques des PME en Algérie concernant les politiques de financement gouvernemental. L'objectif principal de cette enquête est de comprendre l'impact des politiques de financement sur la croissance et le développement des entreprises, ainsi que d'identifier les défis et les opportunités rencontrés par les entrepreneurs.

1. Objectif de l'enquête

Le questionnaire a été conçu pour recueillir des informations détaillées sur différents aspects des PME, notamment leur structure, leur dimension, leur secteur d'activité, leur mode de financement initial, ainsi que leur utilisation des dispositifs d'appui à la création d'entreprise et des fonds de garantie gouvernementaux. De plus, des questions ont été posées pour évaluer l'accessibilité et l'efficacité des politiques de financement gouvernemental, ainsi que l'impact de l'Agence nationale de développement de la PME (ANDPME) sur les activités des entreprises.

À travers cette enquête, nous cherchons à identifier les perceptions et les pratiques des entrepreneurs en matière de financement gouvernemental, ainsi que les implications de ces politiques sur la croissance économique et la création d'emplois. Les résultats de cette enquête fourniront des informations précieuses pour éclairer les décideurs politiques et les praticiens sur les moyens d'améliorer les politiques de financement gouvernemental afin de soutenir davantage le développement des PME en Algérie.

2. Présentation de l'échantillon de l'étude

Dans le cadre de notre analyse nous avons opté pour une méthode de l'échantillonnage. L'échantillon peut être défini comme un sous ensemble de la population à étudier. Pour construire notre échantillon, on est obligé de faire recours aux prélèvements d'un certain nombre d'éléments de la population à étudiée. Nous avons considéré une population d'étude de 60 petites et moyennes entreprises (PME) sur le territoire algérien. À travers cet échantillon, notre souhait est de travailler sur le maximum des PME en place sur l'ensemble du territoire géographique sur lequel sont réparti. Les 60 PME interrogées par questionnaire, 43 d'entre elles ont accepté de nous répondre ce qui nous donne un taux de réponse de 71.67% et un taux de non-réponse de l'ordre de 28.33% que nous supposons faible par rapport aux répondants.

Tableau N°10 : présentation de la taille de l'échantillon global de notre enquête

Taille de l'échantillon globale		
Nombre de questionnaires	Référence	Taux %
Nombre de questionnaires récupérés	43	71,67
Nombre de questionnaires non récupérés	17	28,33
Nombre de questionnaires distribués	60	100

Source : élaboré par nos soins à partir des données de l'enquête.

Désignation par secteur d'activité	Nombre de questionnaires distribués	%	Nombre de questionnaires récupéré	%
Commerce	13	21,66	11	25.58
Service	13	21,67	11	25,58
Industrie	14	23,33	10	23.25
Agricole	08	13,34	5	11,62
Energie	04	6,66	2	4.65
BTP	04	6,67	2	4.65
Agro-alimentaire	01	1,67	1	2,32
Menuiserie PVC	03	05	1	2,32
Total	60	100	43	100

Tableau N°11 : présentation de l'échantillon de l'enquête

Source : élaboré par nos soins à partir des données de l'enquête.

3. Présentation de la qualité des répondants

Afin d'avoir des informations fiables pour l'analyse, nous avons fait de notre possible pour essayer de toucher et de choisir la qualité des répondants de haut niveau parmi le personnel de chaque petite et moyenne entreprise. Le questionnaire est remis soit au dirigeant de l'entreprise ou à un employé qualifié de l'entreprise.

Tableau N°12 : présentation de la qualité du répondant

Qualité du répondant	Nombre de répondants	Nombre des répondants (%)
Gérant	23	53,4
Agent financier	08	18,60
Comptable	05	11,62
Service commercial	04	9.30
Chef service administration générale	01	2,32
Responsable des opérations	01	2,32
Cadre	01	2,32
Total	43	100

Source : élaboré par nos soins à partir des données de l'enquête.

D'après le tableau N°03 nous avons constaté que 52.5% des répondants à notre questionnaire est composés de gérants d'entreprise c'est à dire que 52.5% sont des répondants de haute responsabilité, ce qui a contribué à la collecte de données les plus fiables. 19 autres répondants soit (17.5%) sont des agents financiers ; des comptables soit (12.5%), soit (10%) sont des chargés aux services commercial, des chefs de service administration générale ; des cadres et les responsables des opérations soit (2.5% pour chacune). Cela nous permet de dire que notre enquête peut atteindre un pourcentage important proche de la réalité des appuis financier pour les PME en Algérie.

4. Les conditions de la réalisation de l'enquête

Pour réaliser notre enquête, nous avons choisi d'administrer notre questionnaire par déplacement personnel auprès des directions d'entreprises (PME) en Algérie, nous avons rencontré plusieurs difficultés à savoir.

- ❖ Une perte de temps énorme lors du déplacement dans les diverses zones, au moment du dépôt et de la récupération du questionnaire et même les allers-retours sans cesse pour une entreprise (PME) pour déposer ou récupérer le questionnaire. Cette contrainte est due à la difficulté de convaincre certains dirigeants.

- ❖ Le refus de certains gérant de nous répondre et la difficulté de convaincre certains ; responsable malgré les effort fournis ;
- ❖ Le non réponse pour certaines questions ;
- ❖ La difficulté dans la plupart de temp d'avoir un gérant ou un agent de l'entreprise disponible, ce qui est expliqué par leurs fonctions et leur manque de temps ;
- ❖ Certains ont refusé de nous répondre et nous orienter vers d'autres.

Malgré toutes ces contraintes que nous avons citées, et qui nous ont nécessité beaucoup d'énergie et plus de patience. Grace à quelques responsables qui se sont montrés coopératifs avec nous, d'où ils nous ont encouragé par leur orientation et explication a surmonté ces contraintes et nous propose même de les consultes en cas de difficulté. Ce qui nous donne plus de volonté pour continuer notre enquête jusqu'à la fin.

5. Contenu du questionnaire

Nous avons élaboré un questionnaire compose de 28 questions (ouvertes et fermées) aux petites et moyennes entreprises en Algérie, on a essayé de les posé toutes les questions pertinentes ; après leur avoir demander de s'identifier, on leur demande par la suite de nous donne une vision globale sur la dimension de leur entreprise, en outre on leur demande de nous donne des clarification sur leur secteur d'activité et leur mode de financement auxquels ils ont optés lors de la création de leur entreprise. En plus s'ils sont informés(e) des programmes de financement gouvernemental spécifiquement conçus pour soutenir les PME en Algérie ; comment ils évaluent l'accessibilité à ces politiques de financement gouvernemental pour les PME en Algérie et s'ils ont eu recours aux différents dispositifs d'appuis à la création d'entreprise pour financer l'entreprise ; s'ils ont bénéficié des fonds de garanties instaurés par l'Etat. Enfin, on leur demande de nous donne des suggestions pour améliorer l'efficacité des politiques de financement gouvernemental destinées aux PME.

- Questions fermées qui imposent cinq choix de réponses « qui autorisent une seul réponse » ;
- Questions fermées à choix multiples « qui autorise plusieurs réponses »
- Questions semi-ouvertes qui combinent une question fermée ;
- Questions directes dans lesquelles, l'interrogé exprime son degré d'accord ou de désaccord, à l'égard d'une affirmation ;
- Question ouverte, dans laquelle l'interrogé répond librement.

Section 02 : résultat de l'enquête et analyse

Après avoir rappelé les principales lignes de notre méthodologie d'approche nous allons procéder dans ce qui suit, au traitement et à l'analyse des données recueillies par le questionnaire remplis auprès des petites et moyennes entreprises.

1. Caractéristiques des PME

- **Les types d'entreprise (PME)**

Nous posons cette question dans le but de savoir le type de petite et moyenne entreprise (PME) qu'il dirige, les réponses à cette question sont mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°13 : les types d'entreprise (PME)

Les types d'entreprise	Effectif	pourcentage%
Quel type d'entreprise dirigez-vous ?		
SARL	16	40
Entreprise individuelle	10	25
SPA	07	17.5
EURL	03	7.5
SNC	02	5
Autre	02	5

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de notre enquête.

D'après les résultats de notre enquête, que nous avons présentés dans le tableau N°04 ci-dessus, on constate que la plus parts de nos répondant (soit 40%) ont opté pour les sociétés à responsabilité limite (SARL) ; (soit 25%) qui sont des entreprises individuelles ; (soit 17.5%) sont des sociétés par action (SPA) ; (soit 7.5%) sont des entreprises unipersonnelles a responsabilité limitée (EURL) et les sociétés non collectifs (SNC) (soit 5%). Enfin nous avons eu deux (02) autres types soit (5%) de notre échantillon.

De là nous pouvons dire que les dirigeants d'entreprise préfèrent piloter leur entreprise avec des associés afin de pouvoir améliorer le processus de gestion et le partage de risque, donc l'environnement entrepreneurial fait face des multitudes d'incertitudes.

- **La dimension de l'entreprise**

La dimension d'une l'entreprise fait référence à sa taille ou à son envergure, mesurée généralement par divers indicateurs tels que le nombre d'employés, le chiffre d'affaires ou d'autres paramètres significatifs.

Tableau N°14 : La dimension de l'entreprise

Dimension de l'entreprise	Effectif	pourcentage %
Moyenne entreprise (de 50 à 250 employés)	11	26.20
Petite entreprise (entre 10 et 49 employés)	20	47.61
Très petite entreprise (entre 1 et 9 employés)	11	26.19

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de notre enquête.

D'après les données collectées, on constate que les moyennes entreprises (entre 50 et 250 employés) ont un taux de participation de 26.20% dans notre échantillon, quant aux petite entreprise (entre 10 et 49) soit 47.61% et la très petite entreprise soit une part de 26.19%.

Cela semble indiquer que les petites entreprises ont le taux le plus élevé suivi par les moyennes et enfin les très petites entreprises. Ce qui pourrait suggérer différentes dynamiques ou stratégies de développement dans ces catégories d'entreprises. Ainsi, les petites et moyennes entreprises qui cherchent à assurer leurs maintiens se trouvent en état de blocage en matière de l'extension. Ensuite une minorité des microentreprises, qui impliquent l'arrêt des activités des pépinières d'entreprises et la difficulté des conditions de création.

- **Le mode de financement auquel l'entreprise a opté lors de sa création**

Le choix du mode de financement lors de la création d'une entreprise dépend de plusieurs facteurs, notamment de sa taille, de son secteur d'activité, de ses besoins en capital et des préférences des fondateurs.

Tableau N°15 : Le mode de financement auquel l'entreprise a opté lors de sa création

Le mode de financement	Effectif	pourcentage %
Le mode de financement auquel l'entreprise a opté lors de sa création		
Apport personnel	30	55.55
Apport en capital social	06	11.12
Crédit bancaire	14	25.92
Financement informels (amis, famille...)	04	7.41
Autre	00	00
De combien est la part de l'autofinancement (Apport personnel) dans le financement de la création de l'entreprise		
Moins de 25%	05	11.62
De 25% à 50%	15	35.71
De 50% à 75%	02	4.65
Plus de 75%	17	39.53

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de notre enquête.

D'après, les données collectées on constate que la majorité des personnes ayant créé leur entreprise ont utilisé leurs propres capital ou apport personnel pour financer leur entreprise, avec près de 55.55% ayant opté pour cette option. Ensuite, environ 25.92% ont choisi de financer leur entreprise via un crédit bancaire, ce qui indique une certaine confiance dans leur capacité à rembourser ce prêt. L'apport en capital social n'a été choisi que par

11.12% des répondant, ce qui suggère que moins de personnes ont cherché des investissements extérieurs pour démarrer leur entreprise. Enfin le faible pourcentage de 7.41% pour le financement informel suggère que le soutien familial et amical n'a pas été une option populaire pour la majorité des entrepreneurs interrogés.

Quant à la question sur la part de l'autofinancement (l'apport personnel) ; on constate que seulement 11.62% des entreprises qui ont opté pour l'apport personnel ont une part (d'autofinancement inférieure à 25%) ; pour la fourchette de (25% à 50%) soit 37.71%, et seulement 4.65% des entreprise se situe dans le cas de la fourchette (de 50% à 75%). En revanche, une part significative, soit 39.53% dépasse les 75% d'autofinancement.

Ces données suggèrent une diversité dans les stratégies de financement des entreprises, avec une tendance vers des niveaux d'autofinancement soit très faible, soit très élevés, et une proportion relativement faible d'entreprises dans la fourchette intermédiaire.

On constate que les entrepreneurs interrogés, préfèrent opter à leurs capacités financières en matière d'intégration à l'environnement entrepreneurial et combine avec des crédit bancaire pour piloter leur entreprise

2. Activités des PME dans le secteur bancaire

- **La relation banque entreprise (PME)**

Les banques jouent un rôle vital en fournissant des services financiers aux PME tel que le financement les ligne de crédit et les conseils financiers. Nous avons procédé à une série de questions relative à la relation vu son importance dans le marché du crédit. Les réponses à cette série de question sont mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°16 : la relation banque PME

Relation banque entreprise	Effectif	pourcentage
%		
Êtes-vous client dans une banque		
Oui	43	100%
Non	00	00
Si oui, dans quel type de banque		
Publique	36	72
Privée	14	28
Avez-vous bénéficié d'un financement		
Dans votre banque		
Oui	22	51.16
Non	21	48.83
Si oui, quel es la forme de crédit la plus		
Demande par l'entreprise		
Crédit d'exploitation	15	35.71
Crédit d'équipement	08	19.04
Crédit d'investissement	14	33.33
Crédit-bail	04	9.52
Garantie bancaire	01	2.38
Autre		

Source : Elabore par nous-même, à partir des données de notre enquête.

D'après le tableau ci-dessus, on constate que tous les répondants, (soit 100%) ont affirmé la rétention d'un compte au sein d'une banque. (Soit 72%) des répondants ont des comptes au sein des banque publique tandis que 28% des répondants son client dans les banques prive. Cela suggère une prédominance des banques publiques parmi les répondants, avec une minorité choisissant des institutions privées pour leur services financiers. Ainsi selon les données, on constate que (51.16%) des répondants affirme avoir eu un financement de la part de leur banque, avec (48.83%) qui ont répondu non. Ainsi parmi les entreprises qui ont bénéficié d'un financement de leur banque, la forme de crédit la plus demande est le crédit d'exploitation avec (35.71%) des répondants optent pour cette option ; ensuite, le crédit d'investissement est également populaire avec 33.33% des répondants le choisissant. Le crédit d'investissement vient en troisième position avec (19.0%), suivi du crédit-bail avec (9.52%).

D'après les données collectes on remarque que les PME se focalisent aux banques publiques généralement pour avoir l'accès aux appuis de l'Etat sur la matière de financement, puis les crédits octroyés par ces banques. Ainsi, la plupart des PME interrogés ont déjà accédé

à plusieurs types des crédits bancaires plus confortablement et fluide via les banques privées en particulier. Donc les banques commerciales privé offrent le meilleur champ financier et exercent leur profession en perfection

3. Les instruments étatiques mis en place pour les soutiens financiers des PME

- **Les programmes de financement gouvernemental spécifiquement conçus pour les PME**

Les programmes de financement dédié aux petites et moyennes entreprises (PME) représentent une facette cruciale du soutien économique dans des nombreux pays. Ces initiatives sont spécialement conçues pour aider les PME à accéder aux ressources financières nécessaires à leur croissance financière nécessaires et à leur développement. En Algérie, divers programmes gouvernementaux visent à faciliter l'accès des PME au financement, contribuant ainsi à renforcer le tissu économique du pays et à encourager l'entrepreneuriat.

Tableau N°17 : Les programmes de financement gouvernemental spécifiquement conçus pour les PME en Algérie

Politique de financement	Effectif	pourcentage %
Gouvernemental pour les PME		
Êtes-vous informé(e) des programmes de		
Financement gouvernemental spécifiquement		
Conçus pour les PME en Algérie		
Oui	26	60.46
Non	17	39.54
Si oui, veuillez indiquer quelles politiques de		
De financement vous connaissez		
Subvention	07	29.16
Prêts à taux préférentiels	10	41.66
Crédits d'impôt	08	33.33
Autre		

Source : Élaboré par nous-mêmes, à partir des données de notre enquête.

Selon les données collectées, la majorité des interrogées semble être informé des politiques de financement gouvernemental conçu pour les PME avec un forte taux (soit 60.46%) et un faible taux (soit 39.54%) qui ont répondu non. Parmi ceux qui sont au courant des programmes de financement gouvernementaux pour les PME en Algérie, les politiques les plus connues semblent être les prêts à taux préférentiel mentionnés par (41.66%) des répondants, suivi des crédits d'impôts avec (33.33%) et des subventions avec (29.16%) cela indique une diversité de mesure de soutien financier auxquelles les PME en Algérie peuvent avoir accès.

- **L'accessibilité des politiques de financement gouvernemental pour les PME**

L'accessibilité des politiques de financement gouvernementales pour les petites et moyenne entreprise (PME) revêt une importance capitale dans le paysage économique contemporain. Ces politiques sont conçues pour offrir un soutien financier aux PME, mais leur accessibilité joue un rôle crucial dans leur efficacité.

Tableau N°18 : L'accessibilité des politiques de financement gouvernemental pour les PME algériennes

L'accessibilité des politiques De Financement gouvernemental	Effectif	pourcentage %
Sur une échelle de 1 à 4, comment Évalueriez-vous		
L'accessibilité des Politiques de financement Gouvernemental pour les PME En Algérie		
Difficile à accéder	15	41.66
Ni difficile ni facile à accéder	17	47.22
Facile à accéder	04	11.12
Très facile à accéder	00	00

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de notre enquête.

Selon les réponses fournies, (soit 41.66%) des répondant ont évalué l'accessibilité comme difficile à accéder, suivi de (47.22%) qui n'ont déclaré ni difficile ni facile, (soit 11.12%) ont choisi facile à accéder et aucun n'a jugé l'accès très facile. Cela suggère qu'il y'a

Chapitre 03 : : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"

une perception majoritaire selon laquelle l'accessibilité aux politiques de financement gouvernementales pour les PME en Algérie est mitigée, avec une proportion importante le percevant comme difficile à atteindre.

- **Les dispositifs d'appui à la création d'entreprise**

Les dispositifs de création d'entreprise représentent une pierre angulaire dans le soutien aux entrepreneurs et à l'innovation économique. Ces programmes gouvernementaux visent à faciliter le démarrage d'entreprises en fournissant des ressources financières, et des conseils.

Tableau N°19 : Les dispositifs d'appui à la création d'entreprise

Les dispositifs mis en place par l'Etat	Effectif	Pourcentage %
Avez-vous eu recours aux différents dispositifs		
D'appui à la création d'entreprise pour financer		
Votre entreprise		
Oui	14	32.55
Non	29	67.47
Si oui, lequel		
ANDI	09	64.28
ANAD	03	21.42
ANSEJ	03	21.42
ANGM	00	00
CNAC	00	00

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de l'enquête.

Selon les résultats, (soit 32.55%) des répondants ont déclaré avoir utilisé ces dispositifs, tandis que (67.47%) ont répondu qu'ils n'avaient pas utilisé ces dispositifs. Ce qui indique une minorité des répondants ont eu recours à ces dispositifs pour financer leur entreprise.

Chapitre 03 : : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"

Parmi ceux qui ont utilisé les différents dispositifs d'appui à la création d'entreprise, les résultats montrent que la majorité, (soit 62.28%) ont eu recours à l'ANDI. Ensuite, ANAD et ANSEJ ont tous deux été utilisés par (21.42%) des répondant. En revanche, aucun des répondants n'a mentionné avoir utilisé l'ANGEM ni le CNAC.

- **Les fonds de garanties instaurés par l'Etat**

Les fonds de garantie instaurés par l'Etat jouent un rôle crucial dans le soutien financier aux entreprises, en particulier les petites et moyenne entreprises (PME). Ces mécanismes offrent une assurance aux porteurs, ce qui encourage ces derniers à accorder des prêts à des entreprises qui pourraient autrement avoir du mal à obtenir un financement.

Tableau N°20 Les fonds de garanties instaurés par l'Etat

Fonds de garantie	Effectif	pourcentage %
Avez-vous déjà bénéficié des fonds de Garanties instaurées par l'Etat		
Oui	08	18.60
Non	35	81.4
Si oui, lequel		
Les sociétés de capital investissement	00	00
La caisse de garantie du crédit d'investissement (CGCI)	02	20
Le fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR)	05	50
Le fonds de caution mutuelle de garantie risque/crédits des		
Des investissements des chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans	01	10
Le fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeune promoteurs	02	20
Le fonds de garantie mutuelle des micros crédits	00	00
Avez-vous une couverture de fonds de garantie sur d'autre Financement hors dispositifs		
Oui	01	2.33
Non	42	97.67
Si oui, lequel		
Crédit d'investissement		

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de l'enquête.

Dans ce qui concerne les fonds de garanties instaurés par l'Etat, un faible taux (soit 18.60 %) des répondant ont bénéficié de ces fonds, tandis qu'un fort taux (soit 81.04 %) n'a pas bénéficié de ces fonds. Cela suggère que la majorité des répondant n'ont pas utilisé les fonds de garanties mis en place par l'Etat.

Parmi ceux qui ont bénéficié des fonds de garantie instaure par l'Etat, les résultats indique que la majorité (soit 50%) ont bénéficié des fonds de garantie des crédits au PME, (soit 20%) ont bénéficié de la caisse de garantie de crédit d'investissement (CGCI) ; suivi de (20%) qui ont aussi bénéficié du fonds de caution mutuelle de garantie risque/crédit jeune promoteur ; puis ,(10%) des répondants ont bénéficié du fond de cation mutuelle de garantie risque/crédit des investissement des chômeurs promoteur âge s de 35 à 50 ans. Aucun des interrogé n'a mentionné avoir bénéficié de la société de capital investissement ni du fonds de garantie mutuelle des microcrédits.

Ainsi la question porte sur la couverture de fonds de garantie pour d'autres financement en dehors des dispositifs spécifiques. Les résultats indiquent qu'une seule petite et moyenne entreprise (PME) parmi les répondants (soit 2.33%) à une autre couverture de fonde garantie qui est le « Crédit d'investissement », tandis que (97.67%) de nos répondants n'ont pas cette couverture.

Cela suggère que la grande majorité des répondants n'ont pas de fonds de garantie pour d'autre type de financement en dehors des dispositifs mentionnés précédemment.

- **Évaluation des dispositifs par les dirigeants des PME**

L'impact des politiques de financement gouvernemental sur la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) est un sujet d'importance majeure dans le domaine de l'économie et de la politique publique. Ces politiques visent à fournir un soutien financier aux PME pour favoriser leur développement et leur expansion.

Tableau N°21 : L'impact des politiques de financement gouvernemental sur la croissance des PME

Effet des appuis gouvernemental	Effectif	pourcentage %
Dans quelle mesure pensez-vous que les Politiques de financement gouvernemental Ont contribué à la croissance de votre entreprise		
Pas du tout	11	30.55
Légèrement	16	45.71
Considérablement	09	25.71
Extrêmes	00	00
Sur une échelle de 1 à4, comment évalueriez-vous L'efficacité des politiques de financement gouvernemental Dans la stimulation de la croissance des PME algériennes		
Pas du tout efficace	03	9.09
Peu efficace	19	57.57
Efficace	10	30.30
Très efficace	01	3.03

Source : élabore par nous-même, à partir des données de l'enquête.

D'après les résultats (soit 30.55%) des interrogés estiment que ces politiques n'ont pas du tout contribué, tandis que (47.71%) pensent qu'elles ont contribué légèrement. En outre, (25,71%) estiment que ces politiques ont contribué considérablement à la croissance de leur entreprise. Aucune des répondants n'a indiqué une contribution extrême.

Cela suggère une diversité d'opinions quant à l'impact des politiques de financement gouvernemental sur la croissance des entreprises, avec une majorité percevant une contribution légère ou considérable.

Chapitre 03 : : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"

Ainsi, dans les réponses à la question suivante on constate, (soit 9.09%) des interrogé estiment que ces politiques ne sont pas du tout efficaces, tandis que (57.57%) les jugent peut efficaces. En outre, (soit 30,30%) les considèrent efficaces et seulement (3.03%) les trouvent très efficaces.

Cela indique qu'il existe une tendance à percevoir les politiques de financement gouvernemental comme ayant une efficacité limitée dans la stimulation de la croissance des PME algérienne, avec une minorité les considèrent comme efficaces ou très efficaces.

- L'effet du dispositif choisi sur l'évolution de l'entreprise

L'effet du dispositif choisi sur l'évolution de l'entreprise est une question essentielle à considérer lors de la mise en œuvre de politiques de financement gouvernemental ou de dispositif d'appui. Ces dispositifs peuvent avoir un impact significatif sur la croissance, la compétitive et la durabilité des entreprises bénéficiaires.

Tableau N° 22 : L'effet du dispositif choisi sur l'évolution de l'entreprise

Effet du dispositif	Effectif	Pourcentage %
Quel est l'effet du dispositif choisi sur		
L'évolution de votre entreprise		
Création microentreprise	02	6.67
Passage d'une microentreprise à une petite entreprise	08	26.67
Passage d'une petite entreprise à une moyenne entreprise	05	16.67
Pas d'effet	15	50

Source : Élabore par nous-même, à partir des données de l'enquête.

D'après les résultats de notre tableau ci-dessus, nous avons remarqué que (6.67%) de nos répondants ont indiqué que le dispositif a conduit à la création de micro-entreprises. Cela suggéré que ce dispositif a été utilisé par un petit nombre des interrogés pour démarrer de nouvelles activités commerciales à petite échelle. Puis, (soit 26.67%) des répondants indiquent le passage de micro-entreprise à une petite entreprise, le dispositif a

contribué à leur croissance de leur micro-entreprise vers une petite entreprise. Cette évolution peut indiquer une expansion progressive des activités et une augmentation de la taille de l'entreprise. Pour l'option, passage d'une petite entreprise à une moyenne entreprise (soit 16,67%) des répondants ont observé une progression de leur petite et moyenne entreprise vers une moyenne entreprise grâce au dispositif. Cela suggère que le dispositif a été bénéfique pour une partie des interrogés dans leur transition vers des entreprises de taille moyenne, impliquant probablement une expansion plus significative et une gestion plus complexe. La moitié des répondants (soit 50%) n'ont pas signalé aucun effet sur l'évolution de leur entreprise. Cela peut indiquer que certains dispositifs peuvent ne pas être adaptés à tous les types d'entreprises.

Ces résultats mettent en évidence l'impact différencié des dispositifs sur l'évolution des entreprises, allant de la création de nouvelle entreprise à la croissance progressive vers des entreprises de plus grande taille. Cependant, pour un nombre significatif de répondants, aucun effet n'a été observé.

- **La relation entre l'agence nationale de développement de la PME (ANDPME) et les PME**

La relation entre l'agence nationale de développement de la PME (ANDPME) et la PME est une composante cruciale du soutien gouvernemental à l'entrepreneuriat et la croissance économique. En examinant cette relation, il est possible de comprendre comment l'ANDPME aide les PME à surmonter les obstacles et à saisir les opportunités de développement. En outre cela permet d'évaluer l'efficacité des politiques de et des programmes de l'ANDPME dans la promotion de l'innovation, de la compétitivité et de la durabilité des PME en Algérie.

Tableau N° 23 : La relation entre l'agence nationale de développement de la PME (ANDPME) et les PME

Agence nationale de développement de la PME	Effectif	Pourcentage %
L'agence nationale de développement de la PME		
Est-elle un partenaire sur les activités de votre entreprise		
Oui	02	4.66
Non	41	95.34
Si oui, comment vous voyez votre adhésion sur l'agence ANDPME		
Très importante	00	00
Importante	02	4.66
Peu importante	00	00
Quel est l'effet des instruction ANDPME sur l'orientation De votre entreprise		
Très efficace	00	00
Efficace	02	4.66
Inefficace	00	00

Source : Élaboré par nous-même, à partir des données de l'enquête.

La question porte sur le partenariat entre les entreprises des interrogés et l'agence nationale de de développement de la PME (ANDPME), les résultats indiquent que seulement 4,66% des répondants ont déclaré que l'ANDPM était un partenaire sur les activités de leur entreprise, tandis que la grande majorité, (soit 95.34%) ont répondu que ce n'était pas le cas.

Chapitre 03 : : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"

Cela suggère qu'une minorité d'entreprises ont établi un partenariat avec l'ANDPME pour leur activité, tandis que la majorité n'ont pas de relation de partenariat avec cette agence.

Ainsi, (soit 4.66%) des répondant considèrent leur adhésion à l'agence nationale de développement de la PME (ANDPME) comme importante ; le reste (soit 95,34%) n'ont pas fourni de réponse concernant l'agence nationale de développement de la PME. Cela suggère qu'une minorité des répondant accorde de l'importance à leur adhésion à l'ANDPME, tandis que la majorité n'ont pas exprimé leur opinion à ce sujet.

Enfin, on constate que (soit 4.66%) des répondants estiment que les instructions de l'agence nationale de développement de la PME sont efficaces pour orienter leur entreprise, les (95.34%) n'ont pas donné de réponse concernant l'effet des instructions de l'ANDPME sur l'orientation de leur entreprise. Cela suggère que seulement un faible taux des répondants perçoit les instructions de l'agence nationale de développement des PME comme efficace pour orienter leur entreprise, tandis que la grande majorité n'ont pas exprimé leur opinion à ce sujet.

- **Les exonérations fiscales impliqué par la loi de finance**

Les exonérations fiscales instaurées par la loi de finances sont des mécanismes importants pour stimuler l'activité économique et soutenir certains secteurs ou entreprises.

Tableau N°24 : Les exonérations fiscales impliqué par la loi de finance

Exonération fiscale	Effectif	pourcentage %
Êtes-vous satisfait des exonérations fiscales		
De la loi de finance		
Oui	22	51.16
Non	15	48.84

Source : Élaboré par nous-même, à partir des données de l'enquête

D'après les données du tableau ci-dessus on constate que (51.16%) des répondant sont satisfaits de ces exonérations tandis que (48.84%) ne sont pas satisfaits. Cela montre une répartition presque égale entre les répondants satisfaits et insatisfaits des exonérations fiscales de la loi de finance.

Quelques recommandations proposent par notre échantillon

Afin d'améliorer les programmes de soutien conçu spécifiquement pour les PME en Algérie, l'ensemble des dirigeants enquêtées ont suggéré des recommandations ci-dessous.

- ❖ Lancer des campagnes de sensibilisation ciblées pour informer les PME sur les différentes options de financement disponibles. Car Souvent, les PME ne sont pas pleinement conscientes de toutes les options de financement qui pourraient être disponibles pour elles. Ainsi ça vise à combler le fossé entre les PME et les diverses sources de financement en fournissant des informations détaillées et ciblées pour aider les PME à prendre des décisions éclairées en matière de financement.
- ❖ Utiliser divers canaux de communication (médias traditionnels, réseaux sociaux, séminaires, etc.) pour atteindre un public plus large, y compris les PME situées dans les régions éloignées. Plutôt que de se limiter à un seul moyen de communication, cette recommandation propose d'utiliser une gamme variée de canaux. Cela peut inclure les réseaux sociaux, les plateformes en ligne, les séminaires, les conférences. Les PME sont souvent actives sur les plateformes comme Facebook, Twitter, etc. Les campagnes de sensibilisation peuvent être menées via ces canaux pour atteindre un public plus large et engager les PME dans des discussions sur le financement.
- ❖ Réduire la complexité des démarches administratives nécessaires pour accéder aux financements gouvernementaux. Réduire cette complexité signifie simplifier ces processus, peut-être en réduisant le nombre de documents requis, en rationalisant les formulaires ou en offrant des options de soumission en ligne pour rendre le processus plus rapide et plus efficace. L'objectif est de rendre plus accessible le financement gouvernemental aux PME qui en ont besoin, tout en réduisant les obstacles bureaucratiques qui pourraient décourager les demandeurs potentiels.
- ❖ Développer des produits financiers spécifiques adaptés aux besoins variés des PME, y compris des micro-crédits et des financements à long terme. Cela signifie, de créer des

produits financiers sur mesure conçus spécifiquement pour répondre aux besoins divers des petites et moyennes entreprises (PME). Ces produits financiers peuvent inclure des options telles que des micro-crédits, qui sont de petits prêts accordés aux entreprises, souvent pour des montants relativement faibles, afin de les aider à démarrer ou à développer leurs activités. Les micro-crédits sont généralement accordés à des taux d'intérêt abordables et avec des conditions de remboursement adaptées aux capacités financières des entreprises. En outre, cela peut également inclure des financements à long terme, qui sont des formes de financement sur une période prolongée, généralement plusieurs années, pour soutenir les projets d'expansion ou d'investissement à long terme des PME.

- ❖ Adapter les programmes de financement aux spécificités régionales consiste à personnaliser les modalités de financement selon les caractéristiques et les besoins particuliers des PME de chaque région. Plutôt que d'appliquer une approche uniforme aux PME de l'échelle nationale, cette approche reconnaît que chaque région peut avoir des défis, des ressources et des priorités différents.

Par exemple, les petites et moyennes entreprises d'une région rurale pourraient avoir besoin de financements spécifiques pour développer son infrastructure agricole, tandis que des PME d'une région urbaine pourrait nécessiter des investissements dans des projets de BTP.

- ❖ Mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation transparents pour assurer une distribution équitable des financements consiste à établir des mécanismes et des processus pour surveiller et évaluer de manière objective comment les fonds sont alloués et utilisés.
- ❖ Développer des programmes de formation pour renforcer les compétences en gestion financière et en entrepreneuriat des dirigeants de PME consiste à créer des cours ou des ateliers spécialement conçus pour aider ces leaders à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour gérer efficacement les aspects financiers de leur entreprise et pour cultiver un esprit d'entreprise solide.
- ❖ Fournir un accompagnement personnalisé et des services de mentorat pour aider les PME à naviguer dans les opportunités de financement et à élaborer des stratégies de croissance implique un soutien direct et individualisé pour aider les entreprises à trouver et à exploiter les ressources financières nécessaires à leur développement.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons essayé de définir un échantillon basé sur les petites et moyennes entreprises (PME), lesquelles sont confrontées à de multiples incertitudes et de besoin de financement dans leur environnement.

Afin d'évaluer l'existence et l'accessibilité aux politiques de financement gouvernementales conçues pour favoriser leur croissance, nous avons élaboré un questionnaire destiné aux dirigeants des PME en Algérie.

Cette approche nous a permis de recueillir des données précises et pertinentes sur les politiques de financement gouvernementales destine aux PME, qui nécessite des améliorations dans la sensibilisation et l'accessibilité.

Les PME interrogées ont exprimé des difficultés à accéder aux informations et aux ressources nécessaires pour bénéficier pleinement des programmes de financement. Cela souligne la nécessité d'une meilleure communication et de campagnes de sensibilisation plus efficace pour assurer que toutes les entreprises, indépendamment de leur taille ou de leur localisation, soient informées des opportunités disponibles.

De plus, améliorer l'accessibilité aux financements est crucial pour promouvoir les petites et moyennes entreprises, encourager l'innovation, et ainsi contribuer à la réduction du chômage. En rendant les politiques de financement plus inclusives et en simplifiant les procédures administratives, le gouvernement peut soutenir de manière plus efficace la croissance des PME, stimuler l'activité économique, et créer un environnement plus favorable à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

Conclusion générale

En guise de conclusion, notre étude met en lumière l'importance cruciale des politiques de financement gouvernemental dans la stimulation de la croissance des PME. Ces politiques agissent comme un accélérateur essentiel pour le développement de ces entreprises, en leur fournissant les ressources financières nécessaires pour investir, innover et prospérer. Cependant, il est impératif de reconnaître que l'efficacité de ces politiques dépend de plusieurs facteurs, notamment leur conception, leur mise en œuvre et l'environnement économique global. Ainsi, pour maximiser leur impact, il est essentiel que les gouvernements continuent à ajuster et à améliorer leurs politiques de financement, en tenant compte des besoins et des défis spécifiques auxquels sont confrontées les PME. Ce faisant, ils contribueront de manière significative à dynamiser le tissu économique et à favoriser une croissance durable et inclusive.

Pour mieux appréhender l'impact des politiques de financement gouvernemental sur la croissance des PME, nous avons choisi d'adopter une approche qualitative. Dans cette optique, nous avons utilisé un questionnaire dressé aux dirigeants des petites et moyennes entreprises afin d'explorer en profondeur l'effet des appuis gouvernemental conçu spécifiquement pour les PME. Cette méthodologie de recherche a été considérée comme la plus adéquate pour obtenir des données riches et significatives sur le rôle des politiques de financement gouvernemental sur la croissance des PME.

Quant à l'impact de ces politiques de financement gouvernemental à la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), les opinions sont mitigées « plutôt défavorable ». Alors que la majorité estime qu'elles ont contribué légèrement à la croissance de leur entreprise, une proportion significative pense qu'elles n'ont pas eu un effet significatif.

Cela souligne, la nécessité d'une évaluation plus approfondie de ces politiques et de leur alignement sur les besoins des PME, pour aider les entrepreneurs dans leur environnement d'incertitude à promouvoir leurs entreprises, qui à son tour génère des postes de travail « extension » et diminuer le chômage qui est aujourd'hui l'un des indicateurs de la santé économique d'un pays.

À cet égard, nous avons opté à présenter quelque recommandation proposer par les PME à propos de l'accès ces appuis spécifiquement conçu pour eux tel que, le Lancement des campagnes de sensibilisation ciblées pour informer les PME sur les différentes options de financement disponibles. Car Souvent, les PME ne sont pas pleinement conscientes de toutes les options de financement qui pourraient être disponibles pour elles. Ainsi ça vise à combler le fossé entre les PME et les diverses sources de financement en fournissant des informations détaillées et ciblées pour aider les PME à prendre des décisions éclairées en matière de financement.

Réduire la complexité des démarches administratives nécessaires pour accéder aux financements gouvernementaux. Qui signifie, de simplifie ces processus, peut-être en réduisant le nombre de documents requis, en rationalisant les formulaires ou en offrant des options de soumission en ligne pour rendre le processus plus rapide et plus efficace. L'objectif est de rendre plus accessible le financement gouvernemental aux PME qui en ont besoin, tout en réduisant les obstacles bureaucratiques qui pourraient décourager les demandeurs potentiels

Enfin, Développer des produits financiers spécifiques adaptés aux besoins variés des PME, y compris des micro-crédits et des financements à long terme. Cela signifie, de créer des produits financiers sur mesure conçus spécifiquement pour répondre aux besoins divers des petites et moyennes entreprises (PME).

Bibliographie

Ouvrages

- Bancel F, les choix d'investissement, méthodes traditionnelles, édition Economica, 1995, p :35.
- Bancel F, les choix d'investissement, méthodes traditionnelles, édition Economica, 1995, p :35.
- Jean-Pierre Lorriaux, Economie d'entreprise, édition Duodi, Paris, France, 1991, p.33.
- Jean-Pierre Lorriaux, Economie d'entreprise, édition Duodi, Paris, France, 1991, p.35.
- Marjorie Lecerf « les petites et moyennes entreprises face à la mondialisation ». L'harmattan, paris, 2006, pp :182-186
- Mourgues N, le choix des investissements dans l'entreprise, édition economica,1991, p ;15.
- Pierre –André Julien, Les PME bilan et perspectives, édition Economica, Paris, France, 1997, p. 6
- Pierre –André Julien, Les PME bilan et perspectives, édition Economica, Paris, France, 1997, p.25.
- Rousselot P, véridique j-f la gestion de trésorerie 2^e édition Dunod, 1999, pp :11-22

Article, Revues et autre

- Al Riyada for Business Economics. 2022« Rôle de la PME dans la création d'emploi ». Vol 08 P.300
- Ali Berchiche, « Typologie des sociétés commerciales avantages et inconvénients », Revue trimestrielle, édition CNCA, Algérie 1999, pp.39-44.
- Azzam soualmia « comment créer la valeur ajoutée dans une entreprise ».opt cit. (2022).
- Bancel F. 1937 « la gouvernance de l'entreprise » op.cit. P 47
- Jossé st-pierre, « la gestion financière des PME » presse de l'université du québec,1999, pp7-8
- Journal of economic intégration vol 07 issue 02 juin 2019.
- L'encyclopédie canadienne
- Micheal.Forrster, Mark.Pearson.2002« distribution de revenue » dans revue économique de OCDE. Vol 34.P 7 à 41.

- Pierre, André Julien, « les PME à forte croissance » presse de l'université du Québec, 2003, pp ;18-22
- ZORELI Med Amokrane, Compétitivité des PME, PMI et développement territorialisé : cas de la commune de Tizi-Ouzou, Mémoire de Magister, Université Mouloud Maamri, Tizi -Ouzou, Algérie,2006, p.10.

Lois et Règlement

- Voir le décret exécutif n°05-165 du 03/05/2005, portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale pour le développement de la petite et la moyenne entreprise, JORA n°32 du 04/05/2005
- Voir le décret exécutif n°94-188 du 06/07/1994, portant statut de la caisse nationale d'allocation chômage JORA n°44 du 07/07/1974, complété par le décret exécutif n°99-37 du 10/02/1999, JORA n°07 du 13/02/1999.
- Voir le décret exécutif n°04/14 du 22/01/2004 portant création et fixant le statut de L'ANGEM, JORA n°06 DU 25/01/2004, modifié et complété par le décret présidentiel n°11-133 du 22/03/2011, relatif au dispositif du micro crédit, JORA n°19 du 27/03/2011, modifié par le décret présidentiel n°22-43 du 19/01/2022, JORA n°06 du 20/01/2022.

Rapport d'activité

- Bulletin d'information statistique des pme (2021-2022)

Les Sites Web

- <http://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/financements/credits-a-court-terme/credits-bancaires-a-court-terme>
- <https://www.asjp.cerist.dz>
- <https://www.bank.of.algeria.dz>
- <https://www.cgci.dz>
- <https://www.fgar.dz>
- <https://www.industrie.gov.dz>
- <https://www.mf.gov.dz>
- <https://www.pme-dz.com>

- <https://www.sgbv.dz>
- <https://www.aps.dz>
- <https://www.fgar.dz>

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1 : Classement des PME selon la taille.....	10
Tableau N°2 : Répartition des accords de garanties par secteur d'activité.....	34
Tableau N°3 : Répartition de certificat par fond d'adossement.....	34
Tableau N°4 : Répartition des accords de garantie par nature de projet.....	35
Tableau N°5 : Répartition des fonds du dispositif ANGEM.....	36
Tableau N°6 : Évolution des PME en Algérie.....	40
Tableau N°7 : Variation chronologique des PME	40
Tableau N°8 : Réactivation des PME par secteur d'activité	40
Tableau N°9 : la Balance commerciale	43
Tableau N°10 : présentation de la taille de l'échantillon global de notre enquête	47
Tableau N°11 : présentation de l'échantillon de l'enquête.....	47
Tableau N°12 : présentation de la qualité du répondant	48
Tableau N°13 : les types d'entreprise (PME).....	50
Tableau N°14 : La dimension de l'entreprise	51
Tableau N°15 : Le mode de financement auquel l'entreprise a opté lors de sa création...	52
Tableau N°16 : La relation banque entreprise (PME).....	54
Tableau N°17 : Les programmes de financement gouvernemental spécifiquement conçus pour les PME	55
Tableau N°18 : L'accessibilité des politiques de financement gouvernemental pour les PME.....	56
Tableau N°19 : Les dispositifs d'appui à la création d'entreprise.....	57

Tableau N°20 : Les fonds de garanties instaurés par l'Etat	58
Tableau N°21 : Évaluation des dispositifs par les dirigeants des PME.....	60
Tableau N°22 : L'effet du dispositif choisi sur l'évolution de l'entreprise.....	61
Tableau N°23 : La relation entre l'agence nationale de développement de la PME (ANDPME) et les PME.....	63
Tableau N°24 : Les exonérations fiscales impliqué par la loi de finance.....	64

Annexe N°01 : lettre d'accompagnement

Université Abderrahmane MIRA Béjaia



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Mémoire de Master sur le thème :

**ANALYSE DE L'IMPACT DES POLITIQUES DE FINANCEMENT
GOUVERNEMENTAL SUR LA CROISSANCE DES PME EN ALGERIE**

Réalisé par :

Mr keita mahamadou Seydou

Mr Kenouche Takfarinas

Tel : 0666849426/ 0659110708

Cette enquête est réalisée dans le cadre de l'élaboration d'un mémoire de master en science économiques, option : économie monétaire et bancaire. La thématique choisie est l'analyse de l'impact des politiques de financement gouvernementale sur la croissance des PME en Algérie. Elle a pour objectif d'interroger directement les principaux dirigeants des petites et moyennes entreprises (PME). Pour cela nous sollicitons votre participation en vous prions de nous rendre ce questionnaire bien rempli.

Nous tenons à vous informer que les informations que vous allez mettre à notre disposition dans le cadre de cette enquête seront considérées comme confidentielles et ne seront traitées que pour les fins de notre objectif cité ci-dessus.

Comptant sur votre aimable collaboration, nous vous remercions d'avance du temps que vous consacriez à notre recherche.

Les étudiants

Keita mahamadou Seydou

Kenouche Takfarinas

Annexe N°02 : Questionnaires d'enquête adressé aux PME

Identification de l'entreprise :

Nom de l'entreprise :

Lieu de la localisation :

Qualité du répondant :

Q1. Quel type d'entreprise dirigez-vous ?

SPA SARL SNC

EURL Entreprise individuelle

Autre

Q2. Quelle est la dimension de votre entreprise ?

Très petite entreprise (de 1 à 9 employés)

Petite entreprise (entre 10 et 49 employés)

Moyenne entreprise (entre 50 et 250 employés)

Q3. Veuillez préciser la date de création de votre entreprise :

Q4. Dans quel secteur d'activité évolue votre entreprise ?

Énergie Transports BTP

Commerce Services Industrie

Autres

Q5. Pour quel mode de financement avez-vous opté lors de la création de votre entreprise ?

Apport personnel

Apport en capital social

Crédit bancaire

Financement informels (amis, famille,)

Autre

Q6. De combien est la part de l'autofinancement (apport personnel) dans le financement de la création de votre entreprise ?

Moins de 25%

De 25% à 50%

- De 50% à 75%
- Plus de 75%

Q7. Êtes-vous client dans une banque ?

OUI NON

Q8. Si oui, dans quel type de banque ?

Publique Privée

Q9. Laquelle ?

.....

Q10. Avez-vous bénéficié d'un financement dans votre banque ?

OUI NON

Q11. Si oui, Quelle est la forme de crédit la plus demandée par l'entreprise ?

- Crédit d'exploitation
- Crédit d'équipement
- Crédit d'investissement
- Crédit-bail
- Garantie bancaire
- Autres,

Q12. Êtes-vous informé(e) des programmes de financement gouvernemental spécifiquement conçus pour soutenir les PME en Algérie ?

OUI NON

Q 13. Si oui, veuillez indiquer quelles politiques de financement vous connaissez :

- Subventions
- Prêts à taux préférentiels
- Crédits d'impôt
- Autres

Q14. Sur une échelle de 1 à 4, comment évalueriez-vous l'accessibilité des politiques de financement gouvernemental pour les PME algériennes ?

- Difficile à accéder
- Ni difficile ni facile à accéder
- Facile à accéder
- Très facile à accéder

Q15. Avez-vous eu recours aux différents dispositifs d'appuis à la création d'entreprise pour financer votre entreprise :

OUI NON

Q16. Si Oui, lequel ?

ANGEM ANSEJ ANAD CNAC ANDI

Q17. Avez-vous déjà bénéficié des fonds de garanties instaurés par l'Etat :

Oui Non

Q18. Si oui, lequel ?

- Les sociétés de capital investissement
- La caisse de garantie du crédit d'investissement (CGCI)
- Le fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR)
- Le fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits des investissements des chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans
- Le fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs
- Le fonds de garantie mutuelle des micros crédits

Q19. Avez-vous une couverture de fonds de garantie sur d'autres financements hors les dispositifs ?

Oui NON

Q20. Si oui, lequel ?

.....

Q 21. Dans quelle mesure pensez-vous que les politiques de financement gouvernemental ont contribué à la croissance de votre entreprise ?

- Pas du tout
- Légèrement
- Considérablement
- Extrêmement

Q 22. Sur une échelle de 1 à 4, comment évalueriez-vous l'efficacité des politiques de financement gouvernemental dans la stimulation de la croissance des PME algériennes ?

- Pas du tout efficace
- Peu efficace
- Efficace
- Très efficace

Annexe N°03 : Les financements de soutien par des ressources bancaires

Les banques algériennes		Les établissements financiers
Les banques privées	Les banques publiques	
Arab banking corporation Algeria (ABC)	Banque extérieure d'Algérie (BEA)	Établissements financiers à vacation générale
Natixis Banque	Banque de développement local (BDL)	So, finance
Société générale Algeria	Credit Populaire d'algerie (CPA)	Finale
Citibank	Banque de l'agriculture et du développement local (BDL)	Société de refinancement hypothécaire SRH
Arab bank PLC Algeria	Banque de développement local "BDL"	Salem (société de credit bail)
B.N.P/Paribas El Djazair	Credit Populaire d'algerie "CPA"	Arab leasing corporation (société de credit bail)
Trust bank Algeria	Caisse d'épargne et de prévoyance "CNEP banque"	Cetelem
Alhheria Gulf Bank	Caisse nationale de Mutualité agricole « CNMA »	Maghreb leasing
Housing Bank for Trade et Finance	Banque Al Baraka algerie ((mixte)	Etablissement financiers à vocation spécifique
Fransabank El-Djazair		Banque algérienne de développement « BAD »
Al Salam Bank		
HSBC		
CACIB (crédit Agricole)		
Corporat & investismenbank		

Annexe N°04

Secteur d'activité	Projet financés	%	Nombre d'emplois correspondant	Nombre moyen d'emplois	Montant d'investissement	Coût moyen de l'emploi	Coût moyen d'une micro-entreprise
Agriculture	59894	15%	141 567	2	225 231 049 937	1 590986	3 760 494
Artisanat	43 663	11%	127 638	3	112 368 363 963	880 368	2 573 537
BTPH	36 162	9%	104 505	3	140 807 307 625	1 347 374	3 893 792
Hydraulique	570	0%	2 079	4	3 393 895 933	1 632 466	5 954 203
Industrie	30 348	8%	86 216	3	148 335 635 733	1 720 512	4 887 822

Maintenance	11 395	3%	26 105	2	32 471 485 197	1 243 880	2 849 626
Pêche	1 136	0.29 %	5 563	5	7 539 558 396	1 355 304	6 636 935
Profession libérale	13 055	3%	29 237	2	37 138 891 715	1 270 270	2 844 802
Service	110 355	28%	256 992	2	364 077 572 304	1 416 688	3 299 149
Transport frigorique	13 390	3.4 %	24 138	2	33 799 593 882	1 400 265	2 524 242
Transport de marchandise	56 824	14.4 %	96 754	2	147 516 023 362	1 524 650	2 596 016
Transport des	19 020	5%	43 731	2	46 920 207 187	1 072 928	2 466 888

voyageurs							
Total	395 812	100 %	944 525	2	1 299 599 585 235	1 375 929	3 283 376

Annexe N°06

Secteur d'activité	Nombre de projet financés	Impact emploi	Total financement MDA
Agriculture	26 967	63 813	113 700.57
Artisanat	16 659	43 092	55 281.22
BTP	8 946	28 455	37 586.69
Hydraulique	372	1 255	2 627.35
Industrie	12 943	37 523	61 440.17
Maintenance	1 026	2 480	3 314.28
Pêche	626	2 231	4 211.68
Profession libérale	1 771	3 821	7 931.51
Service	32 381	68 958	118 229.02
Transport marchandise	46 124	70 053	120 632.29
Transport	12 347	18 712	29 611.13

voyageurs			
TOTAL	160 162	340 393	554 565,91

Annexe N°05

	Nombre de projet		Montant million DA		Nombre d'emplois	
Agriculture	107	5.7	33 593	6.39	1 513	3.24
BTPH	382	20.35	59 598	11.33	4 862	10.41
Industrie	980	52.21	275 525	52.38	28 417	60.84
Santé	119	6.34	51 448	9.78	3 709	7.94
Transports	16	0.85	1 379	0.26	148	0.32
Tourisme	94	5.01	79 411	15.1	4 892	10.47
Services	179	9.54	25 073	4.77	3 170	6.79
Total	1877	100	526 027	100	46 711	100

Annexe N°06 : Dispositif ANDI

	Nombre de projet	%	Montant million DA	%	Nombre d'emplois	%
Agriculture	107	5.7	33 593	6.39	1 513	3.24
BTPH	382	20.35	59 598	11.33	4 862	10.41
Industrie	980	52.21	275 525	52.38	28 417	60.84
Santé	119	6.34	51 448	9.78	3 709	7.94
Transports	16	0.85	1 379	0.26	148	0.32
Tourisme	94	5.01	79 411	15.1	4 892	10.47
Services	179	9.54	25 073	4.77	3 170	6.79
Total	1877	100	526 027	100	46 711	100

Annexe N°7

Secteur juridique	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
Part du PME public	1313.36	14.22	1414.65	14.23	1291.14	12.775	1362.21	12.51	1449.22	12.66	1299.91	12.23
Part du PME privé	7924.51	85.78	8529.27	85.77	8815.62	87.225	9524.41	87.49	10001.3	87.34	9326.55	87.77
Total	9237.87	100	9943.92	100	10106.76	100	10886.62	100	11450.6	100	10626.46	100

Remerciement

Dédicace

Liste des abréviations

Introduction générale.....1

Chapitre I : cadre conceptuel de la PME4

Introduction4

Section 1 : Cadre théorique de la PME.....5

1. Définitions de la PME.....5

1-1 Définition selon les critères endogènes à l'entreprise.....5

1-2 Définition selon les critères exogènes à l'entreprise6

2. Les PME en Algérie9

3. Rôle de la PME dans l'économie nationale10

4. Les caractéristiques de la PME.....11

Section 2 : Les atouts et les besoins de la PME13

1. Les atouts de la PME.....13

2. Les besoins de la PME14

Section 3 : les sources de financement de la PME.....16

1. La banque et les PME.....17

Conclusion20

Chapitre 02 : l'appui financier gouvernemental aux PME en Algérie21

Chapitre 2 : l'appui financier gouvernemental aux PME en Algérie21

Introduction.....21

Section 01 : généralités sur la politique de financement gouvernementale algérienne.....22

1. Définition de la politique gouvernementale :.....22

1.1 Caractéristiques de la politique de financement des PME par le gouvernement algérien22

1.2 Objectifs de la politique gouvernementale sur le financement des PME :22

Section 02 : Acteurs et intermédiaires de la politique de financement gouvernementale24

1. Les acteurs de la politique de financement gouvernementale :.....24

1.1 Trésor public :.....24

1.2 Banque centrale :.....25

1.3 Les banques commerciales publiques :25

1.4 La bourse d'Alger.....25

2. Les intermédiaires de la politique de financement gouvernementale :.....26

2.1 Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) :.....26

2.2	Agence national de développement de l'investissement (ANDI) :	26
2.3	Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement (CGCI)	27
2.4	La caisse nationale d'assurance chômage (CNAC)	28
2.5	Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ).....	28
2.6	Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) :.....	29
	Section 03 : Les instruments de la politique de financement gouvernementale	30
1.	Fonds de garantie	30
1.1	La garantie de financement bancaire	31
1.2	Objectifs de société de garantie	32
2.	Les financements de soutien par dispositifs :	36
2.1	Dispositif ANGEM.....	37
2.2	Dispositif ANAD	38
2.3	Dispositif ANDI	38
2.4	Dispositif CNAC :	39
3.	Alignement fiscal	39
	Section 04 : L'évolution et la contribution des PME sur l'économie algérienne	40
1.	Évolution des PME en Algérie	40
2.	La contribution des PME sur l'économie du pays	42
	Conclusion	44
	Chapitre 03 : Évaluation de l'influence des politiques de financement gouvernementales sur le développement des PME en Algérie : Une analyse basée sur des questionnaires"	
	Introduction	45
	Section 01 : Méthodologie de la recherche	46
1.	Objectif de l'enquête	46
2.	Présentation de l'échantillon de l'étude	46
3.	Présentation de la qualité des répondants	47
4.	Les conditions de la réalisation de l'enquête	48
5.	Contenu du questionnaire	49
	Section 02 : résultat de l'enquête et analyse	50
1.	Caractéristiques des PME	50
2.	Activités des PME dans le secteur bancaire	53
3.	Les instruments étatiques mis en place pour les soutiens financiers des PME	55
	Quelques recommandations proposent par notre échantillon	65
	Conclusion	67

Conclusion générale	68
Bibliographie	70
LISTE DES TABLEAUX	73
Annexe	75

Résumé

Ce mémoire examine l'impact des politiques de financement gouvernementales sur la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) en Algérie. En analysant divers programmes de soutien financier par dispositifs, tels que les subventions, les prêts à taux préférentiels et les garanties de crédit.

L'étude évalue leur efficacité en matière de stimulation de la croissance économique et de l'innovation parmi les PME. Les résultats montrent que, bien que ces politiques aient amélioré l'accès au capital pour de nombreuses entreprises, leur impact sur la croissance réelle reste mitigé.

Les entrepreneurs ont cité des défis tels que la bureaucratie excessive, le manque de transparence dans l'allocation des fonds et les disparités régionales dans la distribution des financements.

Enfin, pour optimiser l'impact des politiques de financement sur la croissance des PME en Algérie, le mémoire recommande de simplifier les procédures administratives, d'améliorer la transparence et la reddition de comptes, et de renforcer les infrastructures de soutien aux entreprises. Une attention particulière doit être accordée à l'égalisation des opportunités de financement entre les zones urbaines et rurales, afin de promouvoir un développement économique plus équilibré et inclusif.

Mots clés : petite et moyenne entreprise, Politiques de financement gouvernemental, Croissance des PME

Abstract

This thesis examines the impact of government funding policies on the growth of small and medium-sized enterprises (SMEs) in Algeria. It analyzes various financial support programs, such as grants, preferential rate loans, and credit guarantees.

The study evaluates their effectiveness in stimulating economic growth and innovation among SMEs. The findings indicate that although these policies have improved access to capital for many businesses, their impact on actual growth remains mixed.

Entrepreneurs have cited challenges such as excessive bureaucracy, lack of transparency in fund allocation, and regional disparities in the distribution of funding.

Finally, to optimize the impact of funding policies on SME growth in Algeria, the thesis recommends simplifying administrative procedures, improving transparency and accountability, and strengthening business support infrastructures. Special attention should be given to equalizing funding opportunities between urban and rural areas to promote more balanced and inclusive economic development.

Keywords : small and medium-sized enterprise, government funding policies, SME growth